

Conseil de Communauté  
du 25 février 2016

♦♦♦♦♦♦♦♦

PROCÈS VERBAL DE RÉUNION

N°	Intitulé
1	Administration générale – Installation de la commission Finances et Administration générale
2	Administration générale – Installation de la commission Politiques de santé publique, action sociale et Gens du voyage
3	Administration générale – Installation de la commission Enfance et Jeunesse
4	Administration générale – Installation de la commission Aménagement du territoire
5	Administration générale – Installation de la commission Environnement
6	Administration générale – Installation de la commission Collecte et Traitement des Déchets
7	Administration générale – Installation de la commission Culture
8	Administration générale – Installation de la commission Sport et loisirs
9	Administration générale – Installation de la commission Tourisme
10	Administration générale – Installation de la commission Relations Internes, Mutualisation, Proximité et Ressources Humaines
11	Finances – Amortissement des subventions d'équipement versées – Neutralisation budgétaire
12	Finances – Amortissement des Immobilisations – Budget principal – Budget annexe Prestations de services – Budget annexe SPANC – Budget annexe Déchets ménagers – Fixation d'un seuil unitaire pour l'amortissement des biens de faible valeur – Fixation d'un seuil de rattachement des charges et produits à l'exercice
13	Finances - Création de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT)
14	Finances - Création d'une Commission Intercommunale des Impôts Directs (CIID) - Proposition de membres à la DDFIP
15	Administration générale - Désignation des représentants à l'EPFL
16	Administration générale - Désignation des membres de représentants Mayenne Communauté au sein de l'office de tourisme Vallée de Haute Mayenne
17	Administration générale - Désignation des représentants au Pays de Haute Mayenne
18	Administration générale - Désignation des représentants au Comité de Programmation Leader
19	Administration générale - Désignation des membres de représentants Mayenne Communauté au sein du Pays d'Art et d'Histoire Coëvrons Mayenne
20	Administration générale – Désignation des représentants dans les organismes extérieurs
21	Développement culturel – Restructuration et rénovation du cinéma Le Vox – Demande de subvention

22	Finances - Dotation de soutien à l'investissement public local – Enveloppe « 500 millions » - Année 2016 - Création d'une zone de rencontre
23	Finances - Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux - Année 2016 - Travaux Zone d'activités du Bocage
24	Finances - Dotation d'équipement des territoires ruraux – Année 2016 – Travaux déchetterie Lassay-les-Châteaux
25	Finances - Dotation d'équipement des territoires ruraux – Année 2016 – Construction Pôle Santé pluridisciplinaire
26	Finances - Avenant Nouveau Contrat Régional (NCR)
27	Marchés publics – Marché de maîtrise d'oeuvre du centre aquatique – Avenant N°3 - Autorisation de signature
28	Marchés publics - Opération Pôle de santé - Autorisation de signature de la convention de co-maitrise d'ouvrage
29	Jeunesse - Tarifs des activités du service commun « Espace Jeunes »
30	Aménagement du territoire - Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) – Validation de la Charte de Gouvernance
31	Aménagement du territoire - Préparation du deuxième avenant au Programme d'Intérêt Général (PIG)
32	Aménagement du territoire - Prescription du Programme Local de l'Habitat (PLH)
33	Aménagement du territoire - Les Zones Humides
34	Aménagement du territoire – Droit de préemption Urbain – Délégation aux communes
35	Aménagement du territoire - Approbation de principe de continuité de la procédure d'élaboration du PLU initiée par la commune de Martigné sur Mayenne
36	Aménagement du territoire - Approbation de principe de continuité de la procédure d'élaboration du PLU initiée par la commune de Saint Fraimbault de Prières
37	Aménagement du territoire - Approbation de principe de continuité de la procédure d'élaboration de la carte communale initiée par la commune de Sainte Marie du Bois
38	Aménagement du territoire - Prescription de la Révision du schéma de Cohérence Territoriale à l'échelle du Pays de Mayenne, extension à l'échelle de Mayenne Communauté et définition des modalités de concertation
39	Marchés publics – Marché d'études pour l'élaboration des Schéma de Cohérence Territoriale, Plan Local d'Urbanisme Intercommunal et Programme Local de l'Habitat - Appel d'offres - Autorisation de lancement de la consultation
40	Gens du Voyage - Avis sur le schéma départemental d'accueil des gens du voyage 2016-2021
41	Déchets - Reprise papier issu du tri sélectif
42	Déchets - Demande de subventions pour la mise en place de la redevance incitative
43	Tourisme - Taxe de séjour
44	Ressources humaines - Mise en place du régime indemnitaire des agents de Mayenne Communauté
45	Dématérialisation et Télétransmission des actes administratifs et budgétaire, soumis au contrôle de légalité - Convention entre l'Etat et Mayenne Communauté

## Extrait du registre des arrêtés du Président

2016.01	04/01/16	Arrêté portant création d'une régie de recettes pour l'animation Dés en Bulles
2016.02	04/01/16	Arrêté régie de recettes pour l'animation Dés en Bulles – Nomination d'un régisseur titulaire et d'un régisseur mandataire suppléant
2016.03	04/01/16	Arrêté portant création d'une régie de recettes pour le conservatoire de musique Ivan Bellocq et des studios musiques actuelles « La Boussole »
2016.04	04/01/16	Arrêté Régie de recettes pour le conservatoire Ivan Bellocq et les studios musiques actuelles « La Boussole » - Nomination d'un régisseur titulaire et des régisseurs mandataires suppléants
2016.05	04/01/16	Arrêté création d'une régie de recettes du cybercentre
2016.06	04/01/16	Arrêté régie de recettes du cybercentre – Nomination d'un régisseur titulaire et des régisseurs mandataires suppléants
2016.07	04/01/16	Arrêté création d'une régie de recettes et d'avances pour le camping de Mayenne
2016.08	04/01/16	Arrêté création d'une régie de recettes et d'avances : médiathèque Jean-Loup Trassard
2016.09	12/01/16	Arrêté régie de recettes et d'avances de la médiathèque Jean-Loup Trassard – Nomination d'un régisseur titulaire et de régisseurs mandataires suppléants
2016.10	04/01/16	Arrêté création d'une régie de recettes et d'avances pour la mission économique
2016.11	04/01/16	Arrêté régie de recettes et d'avances de la mission économique – Nomination d'un régisseur titulaire et de régisseurs mandataires suppléants
2016.12	04/01/16	Arrêté création d'une régie de recettes et d'avances du musée archéologique du château de Mayenne
2016.13	04/01/16	Arrêté régie de recettes et d'avances du musée archéologique du château de Mayenne – Nomination d'un régisseur titulaire et de régisseurs mandataires suppléants
2016.14	19/01/16	Arrêté de délégation de signature à Mme Alexandra BORDEAU-POISSON, Directrice Générale des Services
2016.15	19/01/16	Arrêté de délégation de signature à M. Jean-Pascal HENRI, Directeur de l'Aménagement, de la Mobilité et de l'Environnement
2016.16	19/01/16	Arrêté de délégation de signature à Mme Nathalie ROUSSEL, Directrice des Affaires Culturelles
2016.17	19/01/16	Arrêté de délégation de signature à Mme Edith ROGER MONTCHATRE, Directrice des ressources humaines
2016.18	19/01/16	Arrêté de délégation de signature à Mme Lydia GUHUR, Directrice Enfance, Jeunesse et Sport
2016.19	19/01/16	Arrêté de délégation de signature à M. Hervé PAISANT, Directeur des Services Techniques
2016.20	19/01/16	Arrêté de délégation de signature à M. Jean-Pierre LE BONHOMME, Directeur de l'Action Sociale et de la Santé

2016.21	19/01/16	Arrêté de délégation de signature à M. Christophe ARNE, Directeur Général Adjoint, en charge des ressources, de la mutualisation
2016.22	19/01/16	Délégation de fonction, Délégation de signature à M. Patrick SOUTIF, 1 <sup>er</sup> Vice-Président
2016.23	19/01/16	Délégation de fonction, Délégation de signature à M. Pierrick TRANCHEVENT, 2 <sup>ème</sup> Vice-Président
2016.24	19/01/16	Délégation de fonction, Délégation de signature à M. Hubert MOLL, 3 <sup>ème</sup> Vice-Président
2016.25	19/01/16	Délégation de fonction, Délégation de signature à Mme Nicole MORIN, 4 <sup>ème</sup> Vice-Présidente
2016.26	19/01/16	Délégation de fonction, Délégation de signature à M. Jean-Pierre LE SCORNET, 5 <sup>ème</sup> Vice-Président
2016.27	19/01/16	Délégation de fonction, Délégation de signature à M. Antoine VALPREMIT, 6 <sup>ème</sup> Vice-Président
2016.28	19/01/16	Délégation de fonction, Délégation de signature à M. Jean RAILLARD, 7 <sup>ème</sup> Vice-Président
2016.29	19/01/16	Délégation de fonction, Délégation de signature à M. Maurice BOISSEAU, 8 <sup>ème</sup> Vice-Président
2016.30	19/01/16	Délégation de fonction, Délégation de signature à M. Guy BOURGUIN, 9 <sup>ème</sup> Vice-Président
2016.31	19/01/16	Délégation de fonction, Délégation de signature à M. Frédéric BORDELET, 10 <sup>ème</sup> Vice-Président
2016.32	19/01/16	Délégation de fonction, Délégation de signature à M. Jean-Paul COISNON, 11 <sup>ème</sup> Vice-Président
2016.33	07/01/16	Arrêté portant constitution d'une régie de recettes auprès du site de la médiathèque de Mayenne Communauté à Lassay
2016.34	07/01/16	Arrêté portant constitution d'une régie de recettes auprès de la Maison de Services au Public
2016.35	07/01/16	Arrêté portant constitution d'une régie d'avances et de recettes auprès du service jeunesse de Mayenne Communauté
2016.36	07/01/16	Arrêté régie de recettes et d'avances du service jeunesse de Mayenne Communauté – Nomination d'un régisseur titulaire et d'un régisseur mandataire suppléant
2016.37	07/01/16	Arrêté régie de recettes auprès de la Maison de Services au Public – Nomination d'un régisseur titulaire et d'un régisseur mandataire suppléant
2016.38	26/01/16	Arrêté régie de recettes et d'avances pour l'aire d'accueil des gens du voyage – Nomination d'un régisseur titulaire et d'un régisseur mandataire suppléant
2016.39	03/02/16	Arrêté création d'une régie de recettes et d'avances pour le camping de Mayenne
2016.40	03/02/16	Arrêté régie de recettes et d'avances pour le camping de Mayenne – Nomination d'un régisseur titulaire, d'un régisseur mandataire suppléant et de mandataires

**Délibération du Bureau** par délégation du Conseil de Communauté. Conformément aux dispositions de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, les délibérations signées par le Président font l'objet d'un compte rendu au Conseil.

Culture – Camping – Régie de recettes et d'avances – Création	Le bureau créé, par arrêté, une régie de recettes et d'avances pour le camping de Mayenne
Marchés publics – Avenant n°2 au marché de Plan Bocager pour prolonger la durée du marché – Autorisation de signature	Le bureau autorise M. le Président à signer l'avenant n°2 au marché n° 13SER26 « Plan Bocager » avec le CPIE Mayenne Bas Maine qui se terminera donc en juin 2017 (avenant sans incidence financière sur le montant du marché).
Marchés publics – Avenant n°3 au marché de suivi et animation du PIG – Autorisation de signature	Le bureau autorise M. le Président à signer l'avenant n°3 au marché n° 13SER27 « suivi et animation du PIG pour la lutte contre la précarité énergétique, l'amélioration de l'habitat dégradé et l'adaptation des logements pour l'autonomie » avec SOLIHA se terminant au 31/12/2016 (avenant sans incidence financière sur le montant du marché).
Marchés publics – Marché de fourniture d'électricité pour les bâtiments de Mayenne Communauté – MAPA – Autorisation de signature	Le bureau autorise M. le Président à signer le marché de « Fourniture d'électricité et services connexes pour les bâtiments de Mayenne Communauté » avec l'entreprise EDF (siège social 22/30 avenue de Wagram 75382 Paris), pour une durée d'un an et pour un montant estimé de 67 714,49 € HT, ainsi que toutes les pièces s'y rapportant. Le marché débutera le 1 <sup>er</sup> mars 2016.

**Décision du Président** Conformément aux dispositions de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, les décisions signées par le Président font l'objet d'un compte rendu au Conseil.

03/02/16	Budget annexe déchets ménagers – Immobilisations – Durées d'amortissement
03/02/16	Budget principal – Immobilisations – Durées d'amortissement
03/02/16	Budget annexe prestations de services – Immobilisations – Durées d'amortissement
03/02/16	Budget annexe SPANC – Immobilisations – Durées d'amortissement

#### **Récapitulatif des conventions et contrats signés avec la CCPM**

Hélène ALLENDER	Visite particulière « jardin secret » et une rencontre autour de la sophrologie	330,90 €
Coodémarrage 53	Deux journées d'ateliers jeunes publics « mes vacances au musée » et deux stages jeunes publics	1 838,16 €
Carrousel Diogène	Représentation Cie Terre de Lys le 21/07/2016	577,55 €
Carrousel Diogène	Représentation Cie Terre de Lys le 18/08/2016	577,55 €

# Extrait du Registre des Délibérations DE MAYENNE COMMUNAUTÉ

SEANCE du 25 février 2016 à 20 h

Délégués titulaires en exercice :	58
Délégués présents ou représentés	50
Contre :	/
Pour :	/
Abstention :	/
Quorum :	30

L'an deux mille seize, le dix-neuf février, Monsieur Michel ANGOT, Président de Mayenne Communauté, a convoqué les membres de Mayenne Communauté au siège de Mayenne Communauté, 10 Rue de Verdun - Salle des conseils.

## **Sont présents :**

## **En qualité de titulaires :**

M. ANGOT, *Président*, M. SOUTIF, *1<sup>er</sup> Vice-Président*, M. TRANCHEVENT, *2<sup>ème</sup> Vice-Président*, M. MOLL, *3<sup>ème</sup> Vice-Président*, Mme MORIN, *4<sup>ème</sup> Vice-Présidente*, M. VALPREMIT, *6<sup>ème</sup> Vice-Président*, M. RAILLARD, *7<sup>ème</sup> Vice-Président*, M. BOISSEAU, *8<sup>ème</sup> Vice-Président*, M. BOURGUIN, *9<sup>ème</sup> Vice-Président*, M. COISNON, *11<sup>ème</sup> Vice-Président*, MM. CHOUZY, SABRAN, POIRRIER, JEUSSE, Mme FOUBERT, MM. BOITTIN, NEVEU, SONNET, LANDEMAINE, LAVANDIER, GARNIER, DOYEN, JAMOIS, Mme FRANGEUL, MM. TRANSON, COULON, RIOULT, PECCATTE, Mmes MONSIMIER, SOULARD, BODINIER, BAR, LANCIEN, M. LESAINT, Mmes LODE, BEUNEUX, PELE, OLIVIER, CREUSIER, M. MORIN, Mme GENEST.

## **En remplacement du titulaire absent :**

M. BORDELET, *10<sup>ème</sup> Vice-Président* est représenté par M. CHAUVIERE  
M. DELAHAYE est représenté par Mme BEAUDOUIN

M. FORET donne pouvoir à Mme MONSIMIER  
M. BRODIN donne pouvoir à Mme GENEST  
M. PAILLASSE donne pouvoir à M. LAVANDIER  
Mme ADAM donne pouvoir à Mme PELE  
M. RONCIN donne pouvoir à M. ANGOT  
M. REBOURS donne pouvoir à M. BOURGUIN  
M. ORDRONNEAU donne pouvoir à Mme BAR

## **Excusés :**

M. LE SCORNET, *5<sup>ème</sup> Vice-Président*, MM. GUIHERY, HEURTEBIZE, BEAUJARD, Mmes BELLON, GONTIER, THELIER, COUTURIER

M. POIRRIER a été désigné secrétaire.

\*\*\*\*\*

**1 – Administration générale – Installation de la commission Finances et Administration générale**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 3 mars 2016*

## **M. SOUTIF expose :**

***Il vous est demandé de valider la composition suivante :***

ALEXAIN : Laurence BOUCHET, Guillaume CHESNEAU, Jacques BOISAUBERT  
ARON : Didier LEFOULON, Hélène GANDON, Martine GREE

CHAMPEON : Jean-Paul DAVID  
CHARCHIGNE : Loïc JEUSSE, Stéphane RIOULT-LERICHE  
COMMER : Mickaël DELAHAYE, Miguel CAMUS  
CONTEST : Daniel MONTAUFRAY  
GRAZAY : Hubert DE FEYDEAU, Didier BOITTIN  
HARDANGES : Eric NEVEU, Martine MOUSSAY, Alexandre RENAULT  
JUBLAINS : Alain RONDEAU, Djamel BOUNADJA  
LA CHAPELLE : David POIRRIER  
LA HAIE TRAVERSAINE : Didier RIOU, Jean-Louis BERTHE  
LASSAY : Benoît LANDAIS, Jean RAILLARD  
LE HORPS : Jean-Pierre LEGENTIL, Hélène BEUNARD  
LE HOUSSEAU : Jean-Paul COISNON  
LE RIBAY : André ROCTON  
MARTIGNE SUR MAYENNE : Jacky CHEVALLIER  
MAYENNE : Guy BOURGUIN, Yves PAILLASSE, Jean-Pol LESAIN, Jean-Claude LAVANDIER  
MONTREUIL POULAY : Léandre GOUGEON, Roger GARNIER  
MOULAY : Alain HEURTEBIZE  
PARIGNE : Daniel DOYEN, François HIGNET  
PLACE : Patricia GONTIER  
SACE : Philippe DEFERT, Antoine VALPREMIT  
ST BAUDELLE : Maurice BOISSEAU, Frédérique MAILLARD  
ST FRAIMBAULT : Pascale ZANDRONIS  
ST GEORGES : Gérard BRODIN, Robert BERNARD  
ST GERMAIN D'ANXURE : Jean-Pierre LEROUX, Eric TRANSON  
STE MARIE DU BOIS : Louis LEROUX  
THUBOEUF : Michel PECCATTE

**M. SOUTIF** : «Si d'autres personnes veulent venir dans la commission, il est toujours temps de s'y inscrire. Notre prochaine commission est le 17 mars et on a créé des groupes de travail.»

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide la composition ci-dessus pour la commission Finances et Administration générale.**

**2 - Administration générale – Installation de la commission Politiques de santé publique, action sociale et Gens du voyage**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 3 mars 2016*

**M. MOLL expose :**

***Il vous est demandé de valider la composition suivante :***

ALEXAIN : Mélanie MADIOT, Valérie GARNIER  
ARON : Jean-Yves PAUMARD, Alain THULARD  
CHAMPEON : Martine DUPLAN, Christelle BARBIER  
CHARCHIGNE : Nadine BOUSSELET, Céline SOCHON  
CONTEST : Nadine DUJARRIER, Chantal AUCHERIE, Marie-Madeleine FOUBERT, Armelle MAINGARD  
GRAZAY : Valérie GUERIN, Laurent CHORIN  
HARDANGES : Martine MOUSSAY, Sylvie ROBIDAS, Pamela MILES  
JUBLAINS : Liliane QUESNE, Chantal DESBOIS  
LA BAZOGE MONTPINCON : Cédric LEDAUPHIN  
LA CHAPELLE : Chantal BOUDESSEUL  
LA HAIE TRAVERSAINE : Christine CHESNEAU, Claudine FOUBERT  
LASSAY : Jean RAILLARD, Murielle GILLET  
LE HORPS : Mélina ROMAGNE, Bernard TUFFREAU  
LE RIBAY : Evelyne LANDEMAINE, Evelyne MOUSSAY  
MARCILLE : Fabienne DELANGLE  
MARTIGNE SUR MAYENNE : Christine RAVE, Marie-Laure MONNIER  
MAYENNE : Rolande LANCIEN, Marie-Claude OLIVIER, Aline RAMADANE, Madeleine LODE, Isabelle BEUNEUX  
MOULAY : Christiane PERRET  
PARIGNE : Danielle FOUILLET, Julie HUCHET  
PLACE : Martine MAURICE

SACE : Loïc PINCHEDE, Marie-Anne COCHON  
ST BAUELLE : Françoise CHOPIN, Edith LECOQ  
ST FRAIMBAULT : Mélanie FIRMESSE, Karine MONSALLIER  
ST GEORGES : Nicole BOURGOUIN, Pascaline LEBLANC  
ST GERMAIN D'ANXURE : Guénaëlle DAVOUST, Florence POUTEAU  
THUBOEUF : Christelle POTTIER

**M. MOLL** : «Il y a 26 communes représentées, il est toujours temps de s'inscrire.»

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide la composition ci-dessus pour la commission Politiques de santé publique, action sociale et Gens du voyage.**

### **3 - Administration générale – Installation de la commission Enfance et Jeunesse**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 3 mars 2016*

#### **M. COISNON expose :**

**Il vous est demandé de valider la composition suivante :**

ALEXAIN : Nadia BOULLIGNY, Mélanie MADIOT  
ARON : Marie-Dominique MONSIMIER, Etienne GIFFARD, Maryse TESNIERE  
BELGEARD : Sandrine GOUGEON  
CHAMPEON : Stéphanie BLANCHE, Stéphane LECOQ  
CHARCHIGNE : Sylvie MARTEL, Stéphane RIOULT-LERICHE  
COMMER : Aurore BIBRON, Denis MARCHAND  
CONTEST : Chantal AUCHERIE, Marie-Madeleine FOUBERT, Armelle MAINGARD, Christelle BROCHARD  
GRAZAY : Sandrine LEMARIE, Annie RENAULT  
HARDANGES : Sylvie BEUDIN, Jérôme RENARD, Guillaume LEBRETON  
JUBLAINS : Alain RONDEAU, David COUENNE  
LA BAZOGE MONTPINCON : Isabelle HOUDOU  
LA CHAPELLE : Chantal BOUDESSEUL, Céline JARDIN  
LA HAIE TRAVERSAINE : Claudine FOUBERT, Christine CHESNEAU  
LASSAY : André BLOTTIERE, Marie CONNEAU, Soizick SOULARD  
LE HORPS : Mélina ROMAGNE, Jean-Pierre LEGENTIL, Marie-Françoise GRANDIN  
LE RIBAY : Brigitte FRANGEUL, Evelyne LANDEMAINE  
MARCILLE : Serge BLIN, Nelly GUIHERY  
MARTIGNE SUR MAYENNE : Françoise BODINIER, Patrick BERTIN, Jocelyne GUESDON, Antonio DE MELO  
MAYENNE : Florence BAR, Fanny BELLON, Julien FAUCON  
MONTREUIL POULAY : Alain MORIN, Emmanuelle MOTTIN  
MOULAY : Stéphanie PORTIER  
PARIGNE : Danielle FOUILLET, Julie HUCHET, Julien NEEL  
SACE : Loïc PINCHEDE, Laure COURTAIS-ASSERAY, Ivonne SONNET  
ST BAUELLE : James RIMBAULT, Linda NAUDIN, Dorothée CASTELAIN  
ST FRAIMBAULT : Mélanie FIRMESSE, Christophe FREARD, Karine MONSALLIER  
ST GEORGES : Isabelle HEURTEBIZE, Pascaline LEBLANC, Joëlle GENEST  
ST GERMAIN D'ANXURE : Jérôme COTTEREAU, Eric TRANSON, Florence POUTEAU  
ST JULIEN : Jérôme TAUPIN, Philippe COULON  
STE MARIE DU BOIS : Fabrice LEMAIRE  
THUBOEUF : Eleonore POTTIER

**M. COISNON** : «30 communes ont répondu présentes. Compte-tenu du nombre de personnes dans la commission, on a décidé de créer des groupes de travail.»

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide la composition ci-dessus pour la commission Enfance et Jeunesse.**

### **4 - Administration générale – Installation de la commission Aménagement du territoire**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 3 mars 2016*



**M. VALPREMIT expose :**

***Il vous est demandé de valider la composition suivante :***

ALEXAIN : Ludovic BESNIER, Samuel TURPAULT  
ARON : Pierre FORET, Yvon KERMOAL, Didier LEFOULON  
BELGEARD : Bernard BROCHARD, Jean-Pierre CHOUZY  
CHAMPEON : Christian SABRAN, Serge MOUSSAY  
CHARCHIGNE : Loïc JEUSSE, Roger BUSSON  
COMMER : Miguel CAMUS, Mickaël DELAHAYE, Christelle BEAUDOUIN  
CONTEST : Martial TARLEVE, Guillaume MAHERAULT, Chantal AUCHERIE  
GRAZAY : Didier BOITTIN, Gilles BRIDIER, Denis GIFFARD  
HARDANGES : Laurent FAVREUX, Alexandre RENAULT, Eric NEVEU  
JUBLAINS : Alain RONDEAU, Fabrice PELLOIN, Eric CHEMINEAU, Pierrick TRANCHEVENT, Gilbert LEGENDRE  
LA BAZOGE MONTPINCON : Philippe SAVARY, Jean-François FORGET, Cédric LEDAUPHIN  
LA CHAPELLE : Laurent CHAUVET  
LA HAIE TRAVERSAINE : Sébastien LAIR, Didier BETTON  
LASSAY : Gérard LE ROYER, Michel RIGOUIN, Alain POMMIER  
LE HORPS : Corinne LETERTRE, Daniel FOUCHER, Patrick SOUTIF  
LE HOUSSEAU : Jean-Paul COISNON  
LE RIBAY : André ROCTON, Patrice HARREAU  
MARCILLE : Eddy BOUHALLIER, Rémi BRISARD  
MARTIGNE SUR MAYENNE : Rémi SONNET  
MAYENNE : Jean-Claude LAVANDIER, Daniel LANDEMAINE, Michel MORIN, Patrick MARTINEZ-PEREZ  
MONTREUIL POULAY : Roger GARNIER, Eric CHEVRIER, Roger GARNIER  
MOULAY : Frédéric BORDELET  
PARIGNE : Anne-Marie DONNATIN, Yolande BETTON  
PLACE : Alain BAUDRY, Jean-Yves ROMAGNE  
SACE : Loïc PINCHEDE  
ST BAUDELLÉ : Frédérique MAILLARD, Lionel BAUSSAN, Jean-Pierre GUY  
ST FRAIMBAULT : Philippe ROBIEU  
ST GEORGES : Gérard BRODIN, Joëlle GENEST, Alain MANCEAU  
ST GERMAIN D'ANXURE : Patrick BEHETRE, Jérôme COTTEREAU, Eric TRANSON, François L'HUISSIER  
ST JULIEN : Bernard LECOURT, Philippe COULON  
STE MARIE DU BOIS : Louis LEROUX  
THUBOEUF : Michel GERARD

***M. VALPREMIT :*** « On a fait une première commission aménagement. 13 communes vont suivre plus précisément le PLUi et le SCOT. On tâchera de se déplacer dans plusieurs communes tout au long du mandat. »

***Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide la composition ci-dessus pour la commission Aménagement du territoire.***

**5 - Administration générale – Installation de la commission Environnement**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 3 mars 2016*

**M. BOURGUIN expose :**

***Il vous est demandé de valider la composition suivante :***

ALEXAIN : Damien FOUBERT, Guillaume CHESNEAU  
ARON : Thierry LEROY, François SOUVIGNE, Etienne GIFFARD  
CHAMPEON : Jacques HUNAULT, Olivier FORVEILLE  
CHARCHIGNE : Stéphane RIOULT-LERICHE, Alain SOULARD, Roger BUSSON  
COMMER : Christelle BEAUDOUIN, Miguel CAMUS  
CONTEST : Martial TARLEVE, Aurélie AUJAUD, Frédéric GOMBERT  
GRAZAY : Christophe FRETARD, Gilles BRIDIER, Didier BOITTIN  
HARDANGES : Alexandre RENAULT, Laurent FAVREUX, Martine MOUSSAY  
JUBLAINS : Alain RONDEAU, Pierrick TRANCHEVENT, Gilbert LEGENDRE  
LA BAZOGE MONTPINCON : Jean-François FORGET, Philippe SAVARY  
LA CHAPELLE : Serge ADAM

LA HAIE TRAVERSAINE : Marcel LEROY, Jean-Louis BERTHE  
LASSAY : Gérard LE ROYER, Joseph MOREAU  
LE HORPS : Claude DOUILLET, Daniel FOUCHER, Jean-Claude POISSON  
LE HOUSSEAU : Jean-Paul COISNON  
LE RIBAY : Patrice HARREAU  
MARCILLE : Eddy BOUHALLIER  
MAYENNE : Yvon EBALE NLO, Edgar RONCIN, Jean-Pierre LE SCORNET, Daniel LANDEMAINE  
MONTREUIL POULAY : Philippe GUEDE, Emmanuelle MOTTIN  
MOULAY : Jérôme TOURNEUX  
PARIGNE : Georges DUFEU, François HIGNET, André LEVEQUE  
PLACE : Fernand PARIS  
SACE : Philippe BETTON, Philippe DEFERT, Jérôme PALICOT  
ST BAUELLE : Jean-Pierre GUY, Jean-Michel SABLE  
ST FRAIMBAULT : Joel GERNOT  
ST GEORGES : Alain MANCEAU, Raphaël DENIS  
ST GERMAIN D'ANXURE : Ariane DE ROBIEN, François L'HUISSIER  
ST JULIEN : Philippe COULON, Rémy MAUNOURY  
STE MARIE DU BOIS : Pierre RIOULT  
THUBOEUF : Bruno CHANTEPIE

***Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide la composition ci-dessus pour la commission Environnement.***

**6 - Administration générale – Installation de la commission Collecte et Traitement des Déchets**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 3 mars 2016*

**Mme MORIN expose :**

***Il vous est demandé de valider la composition suivante :***

ALEXAIN : Damien FOUBERT, Guillaume CHESNEAU  
ARON : Pierre FORET, Jean-Yves PAUMARD, Michel GIRET, Thierry LEROY  
BELGEARD : Josselin CHOUZY  
CHAMPEON : Philippe MARTINEAU, Bruno LERAY  
CHARCHIGNE : Stéphane RIOULT-LERICHE, Olivier PLET  
COMMER : Christelle BEAUDOUIN, Miguel CAMUS  
CONTEST : Martial TARLEVE, Aurélie AUJAUD, Frédéric GOMBERT  
GRAZAY : Christophe FRETARD, Rosabelle COULON  
HARDANGES : Martine MOUSSAY, Vincent GAISNON, Jérôme RENARD  
JUBLAINS : Gilbert LEGENDRE, David COUENNE, Pierrick TRANCHEVENT  
LA BAZOGE MONTPINCON : Jean-François FORGET  
LA CHAPELLE : Serge ADAM, Michel HUVE  
LA HAIE TRAVERSAINE : Jean-Louis BERTHE, Marcel LEROY  
LASSAY : Gérard LE ROYER, Marie-France THELIER, André BLOTTIERE, Jean RAILLARD  
LE HORPS : Claude DOUILLET, Jean-Claude POISSON  
LE HOUSSEAU : Jean-Paul COISNON, Patricia RIDAME  
LE RIBAY : Brigitte FRANGEUL, Nora FABRO  
MARCILLE : Gaston GENEST, Guy BEAUJARD  
MARTIGNE SUR MAYENNE : Valérie BARILLER  
MAYENNE : Jean-Paul ORDRONNEAU, Madeleine LODE  
MONTREUIL POULAY : Roger GARNIER  
MOULAY : Thierry CHAUVIERE  
PARIGNE : Georges DUFEU, François HIGNET, André LEVEQUE  
PLACE : Fernand PARIS  
RENNES EN GRENOUILLES : Daniel JAMOIS  
SACE : Marcel CROISSANT  
ST BAUELLE : Jean-Michel SABLE, Yvette HUET  
ST FRAIMBAULT : Thierry MOUTEL  
ST GEORGES : Alain MANCEAU  
ST GERMAIN D'ANXURE : Jean-Pierre LEROUX, Sébastien CHEVALIER  
ST JULIEN : Rémy MAUNOURY, Jean-Pierre LEMERCIER, Dominique CHARLES

STE MARIE DU BOIS : Pierre RIOULT  
THUBOEUF : Michel PECCATTE

**Mme MORIN** : «Comme dans les autres commissions, on a créé des sous groupes de travail.»

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide la composition ci-dessus pour la commission Collecte et Traitement des Déchets.**

**7 - Administration générale – Installation de la commission Culture**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 3 mars 2016*

**M. SOUTIF expose :**

***Il vous est demandé de valider la composition suivante :***

ALEXAIN : Angele TRIBOUT, Philippe MERIENNE  
ARON : Marie-Dominique MONSIMIER, Patricia HIRON, Maryse TESNIERE  
BELGEARD : Bernard BROCHARD  
CHAMPEON : Christelle RUSSEIL, Jean-Paul DAVID  
CHARCHIGNE : Marie-Laure BAHIER, Marcel LEON  
CONTEST : Daniel MONTAUFRAY, Michael ROGER  
GRAZAY : Anne-Cécile GOMI, Christophe FRETARD  
HARDANGES : Alexandre RENAULT, Guillaume LEBRETON, Laurent FAVREUX  
JUBLAINS : Nathalie HUBERT, Djamel BOUNADJA, Pierrick TRANCHEVENT  
LA BAZOGE MONTPINCON : Isabelle HOUDOU  
LA CHAPELLE : Odile NEDJAAI  
LA HAIE TRAVERSAINE : Brigitte LASNE, Didier GESLIN  
LASSAY : Marie-France THELIER, Soizick SOULARD  
LE HORPS : Corinne LETERTRE, Virginie ROUSSEL, Brigitte MULLOIS  
LE RIBAY : Evelyne LANDEMAINE, Evelyne MOUSSAY  
MARCILLE : Françoise VIGEON  
MARTIGNE SUR MAYENNE : Bénédicte HAY  
MAYENNE : Rolande LANCIEN, Nicole CREUSIER, Catherine ADAM, Aline RAMADANE, Yves PAILLASSE, Annick PELE  
MONTREUIL POULAY : Emmanuelle MOTTIN  
MOULAY : Annie KAPUADI  
PARIGNE : David GROUSSARD, Julien NEEL  
SACE : Loïc PINCHEDE, Laure COURTAIS-ASSERAY, Aurélie ROY, Jérôme CORMIER  
ST BAUELLE : Françoise CHOPIN, Dorothee CASTELAIN  
ST FRAIMBAULT : Pascale ZANDRONIS, Joel GERNOT  
ST GEORGES : Nadège LANDRY, Raphaël DENIS  
ST GERMAIN D'ANXURE : Maria GRIGY, Eric TRANSON, Ariane DE ROBIEN  
THUBOEUF : Luciel FONTAINE

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide la composition ci-dessus pour la commission Culture.**

**8 - Administration générale – Installation de la commission Sport et loisirs**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 3 mars 2016*

**M. BOISSEAU expose :**

***Il vous est demandé de valider la composition suivante :***

ALEXAIN : Nadia BOULLIGNY, Laurence BOUCHET  
ARON : Yvon KERMOAL, Etienne GIFFARD, Michel GIRET  
CHAMPEON : Stéphane LECOQ, Stéphanie BLANCHE  
CHARCHIGNE : Emilie FLANEAU, Marie-Laure BAHIER  
COMMER : Loïc JORRE, Stéphane MANCEAU

CONTEST : Michael ROGER, Guillaume BRUCKER  
GRAZAY : Laurent CHORIN, Sandrine LEMARIE, Christophe FRETARD  
HARDANGES : Guillaume LEBRETON, Laurie RENARD, Eric NEVEU  
JUBLAINS : Fabrice PELLOIN, Eric CHEMINEAU  
LA CHAPELLE : David POIRRIER  
LA HAIE TRAVERSAINE : Didier GESLIN, Christine CHESNEAU  
LASSAY : Soizick SOULARD, Daniel METAIRIE  
LE HORPS : Marie-Françoise GRANDIN, Gérard DUJARRIER  
LE RIBAY : Maryline FILOCHE, Rémi BERGUE  
MARCILLE : Serge BLIN  
MARTIGNE SUR MAYENNE : Rémi SONNET  
MAYENNE : Olivier REBOURS, Florence BAR, Michel MORIN  
MONTREUIL POULAY : Stéphanie LEBLANC, Emmanuelle MOTTIN  
MOULAY : David COQUELIN  
PARIGNE : Benoît MARTIN, Jérémy FAUCON, Stéphanie GOUGEON  
PLACE : Marc DENIAU  
SACE : Jérôme CORMIER  
ST BAUELLE : Arnaud BULENGER  
ST FRAIMBAULT : Thierry MOUTEL  
ST GEORGES : Antoine CHERPY  
ST GERMAIN D'ANXURE : Carole LE MONNIER, Guénaëlle DAVOUST  
THUBOEUF : Alexis CHEVALIER

**M. BOISSEAU** : «47 membres et 27 communes représentées. La première réunion d'installation est prévue le 7 mars. Il nous reste quelques jours pour relancer les communes qui n'ont pas encore procédé à leur inscription. Il y aura forcément des groupes de travail pour travailler plus spécifiquement sur le fonctionnement du centre aquatique, les conditions tarifaires, les horaires... Il y a du pain sur la planche.»

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide la composition ci-dessus pour la commission Sport et loisirs.**

#### **9 - Administration générale – Installation de la commission Tourisme**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 3 mars 2016*

#### **Mme LODE expose :**

***Il vous est demandé de valider la composition suivante :***

ALEXAIN : Philippe MERIENNE  
ARON : Philippe LEGELEUX, Martine GREE  
BELGEARD : Bernard BROCHARD  
CHAMPEON : Jean-Paul DAVID  
CHARCHIGNE : Olivier PLET, Alain SOULARD  
COMMER : Daniel GERAULT  
CONTEST : Nadine DUJARRIER, Michael ROGER  
GRAZAY : Didier BOITTIN, Nadège PERRET  
HARDANGES : Laurent FAVREUX, Alexandre RENAULT, Guillaume LEBRETON  
JUBLAINS : Nathalie HUBERT  
LA BAZOGE : Jean-François FORGET  
LA HAIE TRAVERSAINE : Brigitte LASNE, Didier GESLIN  
LASSAY : Marie-France THELIER, Alain POMMIER  
LE HORPS : Brigitte MULLOIS, Hélène BEUNARD  
LE HOUSSEAU : Patricia RIDAME  
LE RIBAY : Nora FABRO, Evelyne LANDEMAINE  
MARCILLE : Sandrine CAUGANT  
MARTIGNE SUR MAYENNE : Gérard TRAVERS  
MAYENNE : Madeleine LODE, Adam TROUILLET, Annick PELE  
MOULAY : Jean-Claude BARBE  
PARIGNE : Anne-Marie DONNATIN, Marie BERGEON  
SACE : Loïc PINCHEDE

ST BAUELLE : Françoise MOUSSAY  
ST FRAIMBAULT : Christophe FREARD, Guylaine GRESSER  
ST GEORGES : Mickaël DUPUIS  
ST GERMAIN D'ANXURE : Florence POUTEAU, Guénaëlle DAVOUST, Ariane DE ROBIEN  
STE MARIE DU BOIS : Catherine CORNU  
THUBOEUF : Maël GUIHENEUC

***Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide la composition ci-dessus pour la commission Tourisme.***

**10 - Administration générale – Installation de la commission Relations Internes, Mutualisation, Proximité et Ressources Humaines**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 3 mars 2016*

**M. RAILLARD expose :**

***Il vous est demandé de valider la composition suivante :***

ALEXAIN : Mélanie VIOL, Damien FOUBERT  
ARON : Magali D'ARGENTRE, Philippe LEGELEUX, Didier LEFOULON  
CHAMPEON : Bruno LERAY, Jacques HUNAULT  
CHARCHIGNE : Sylvie MARTEL, Michelle BOISNARD  
COMMER : Aline LEBRETON, Christelle BEAUDOUIN  
CONTEST : Marie-Madeleine FOUBERT, Guillaume BRUCKER, Thierry LOUBET  
GRAZAY : Didier BOITTIN, Valérie GUERIN  
HARDANGES : Sylvie ROBIDAS, Martine MOUSSAY, Laurie RENARD  
JUBLAINS : Pierrick TRANCHEVENT  
LA CHAPELLE : Laurent CHAUVET  
LA HAIE TRAVERSAINE : Didier RIOU, Didier BETTON  
LASSAY : Monique BAHIER, Daniel METAIRIE  
LE HORPS : Virginie ROUSSEL, Bernard TUFFREAU  
LE HOUSSEAU : Patricia RIDAME  
LE RIBAY : Nora FABRO  
MARTIGNE SUR MAYENNE : Sylvie MELOT  
MAYENNE : Guy BOURGUIN, Jean-Pol LESAIN, Sandra COUTURIER, Fanny BELLON  
MONTREUIL POULAY : Roger GARNIER  
MOULAY : Frédéric BORDELET  
PARIGNE : Yolande BETTON, Stéphanie GOUGEON  
PLACE : Ghislaine RIDEREAU  
SACE : Antoine VALPREMIT  
ST BAUELLE : James RIMBAULT, Christian HELSENS  
ST FRAIMBAULT : Guylaine GRESSER  
ST GEORGES : Nicole BOURGOUIN  
ST GERMAIN D'ANXURE : Jean-Pierre LEROUX, Eric TRANSON  
THUBOEUF : Aurélie KALISKI

***M. RAILLARD :*** "Il y a 27 communes représentées. Des groupes de travail se sont déjà constitués et sont encore ouverts."

***Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide la composition ci-dessus pour la commission Relations Internes, Mutualisation, Proximité et Ressources Humaines.***

***M. DOYEN :*** " Les membres de la commission économie, ce sont tous les Maires ?"

***M. le Président :*** " En matière d'économie, on traitera directement en bureau."

***M. TRANCHEVENT :*** " On fera un point régulier en bureau et on créera des groupes de travail."

## **11 - Finances – Amortissement des subventions d'équipement versées – Neutralisation budgétaire**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 3 mars 2016*

### **M. SOUTIF expose :**

Il est exposé qu'en application du décret n°2015-1848 du 29 décembre 2015, il est désormais possible au même titre que les Régions et Département de neutraliser l'amortissement des subventions d'équipements versées. Ainsi, la collectivité peut décider de ne pas neutraliser ou de neutraliser partiellement ou totalement l'impact budgétaire de l'amortissement des subventions versées.

La neutralisation est réalisée comptablement de la façon suivante :

- constatation de l'amortissement :
  - × dépense au compte 68 (dépense de fonctionnement)
  - × recette au compte 28 (recette d'investissement)
- neutralisation de l'amortissement des subventions d'équipement versées :
  - × dépense au compte 198 "neutralisation des amortissements des subventions d'équipement versées" (dépense d'investissement)
  - × recette au compte 7798 "neutralisation des amortissements des subventions d'équipement versées" (recette de fonctionnement).

***Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, décide de neutraliser totalement les amortissements des subventions d'équipement versées conformément aux durées d'amortissement à compter de l'exercice 2016.***

## **12 - Finances – Amortissement des Immobilisations – Budget principal – Budget annexe Prestations de services – Budget annexe SPANC – Budget annexe Déchets ménagers – Fixation d'un seuil unitaire pour l'amortissement des biens de faible valeur – Fixation d'un seuil de rattachement des charges et produits à l'exercice**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 3 mars 2016*

### **M. SOUTIF expose :**

L'amortissement est une technique comptable qui permet chaque année de faire constater forfaitairement la dépréciation des biens et de dégager une ressource destinée à les renouveler. Ce procédé permet de faire apparaître à l'actif du bilan la valeur réelle des immobilisations et d'étaler dans le temps la charge consécutive à leur remplacement.

A ce titre les règles de gestion sont les suivantes :

- les biens meubles et immeubles sont amortis pour leur coût d'acquisition TTC,
- le calcul des amortissements est effectué en mode linéaire sans prorata temporis à compter de l'exercice suivant l'acquisition,
- tout plan d'amortissement en cours se poursuivra selon ses modalités initiales jusqu'à son terme, sauf fin d'utilisation du bien (cession, affectation, mise à disposition, réforme, destruction).

Conformément à la délibération de délégation du Conseil au Président en date du 14 janvier 2016, le Président a fixé par décision les durées d'amortissement.

***Dans le cadre du budget principal, des budgets annexes SPANC, Prestations de services et Déchets Ménagers et après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, fixe le seuil en deçà duquel les immobilisations de faible valeur s'amortissent en 1 an à 1 500 € TTC et pour les opérations dites de fin d'exercice, fixe à 1500 € TTC, le seuil de rattachement des charges et des produits à l'exercice.***

## **13 – Finances - Création de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT)**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 3 mars 2016*

### **M. SOUTIF expose :**

Après la création de Mayenne Communauté, il est nécessaire de constituer une nouvelle Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées afin qu'elle examine en 2016 les transferts de compétences intervenues au 1<sup>er</sup> janvier 2016.

L'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts stipule qu'il est créé entre l'établissement public de coopération intercommunale et les Communes membres une commission locale chargée d'évaluer les transferts de charges.

Cette commission est créée par le Conseil de Communauté qui en détermine la composition à la majorité des deux tiers. Elle est composée de membres des conseils municipaux des communes concernées ; chaque conseil municipal dispose d'au moins un représentant.

La loi ne prévoit pas de modalités particulières de désignation des membres de la CLECT, il faut respecter la règle d'au moins un représentant par Commune.

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :**

**- décide que chaque Commune dispose d'un seul représentant à la CLECT**

**- crée la CLECT composée des membres suivants :**

Alexain	Ernest GUIHERY	Marcillé la Ville	Guy BEAUJARD
Aron	Didier LEFOULON	Martigné sur Mayenne	Rémi SONNET
La Bazoge Montpinçon	Grégory HEURTEBIZE	Mayenne	Guy BOURGUIN
Belgeard	Jean-Pierre CHOUZY	Montreuil Poulay	Léandre GOUGEON
Champéon	Christian SABRAN	Moulay	Frédéric BORDELET
La Chapelle au Riboul	David POIRRIER	Parigné sur Braye	Daniel DOYEN
Charchigné	Loïc JEUSSE	Placé	Patricia GONTIER
Commer	Mickaël DELAHAYE	Rennes en Grenouilles	Daniel JAMOIS
Contest	Marie-Madeleine FOUBERT	Sacé	Antoine VALPREMIT
Grazay	Didier BOITTIN	Saint Baudelle	Maurice BOISSEAU
La Haie Traversaine	Nicole MORIN	Saint Fraimbault de Prières	Hubert MOLL
Hardanges	Eric NEVEU	Saint Georges Buttavent	Gérard BRODIN
Le Horps	Patrick SOUTIF	Saint Germain d'Anxure	Eric TRANSON
Le Housseau Brétignolles	Jean-Paul COISNON	Saint Julien du Terroux	Philippe COULON
Le Ribay	Brigitte FRANGEUL	Sainte Marie du Bois	Louis LEROUX
Jublains	Pierrick TRANCHEVENT	Thuboeuf	Michel PECCATE
Lassay les Châteaux	Jean RAILLARD		

**14 – Finances - Création d'une Commission Intercommunale des Impôts Directs (CIID) - Proposition de membres à la DDFIP**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 3 mars 2016*

#### **M. SOUTIF expose :**

L'article 1560 A du Code Général des Impôts prévoit l'institution, par les Communautés levant la fiscalité professionnelle unique, d'une commission intercommunale des impôts directs.

La création de Mayenne Communauté entraîne la création d'une nouvelle commission.

#### **Rôle de la commission :**

Cette commission intercommunale intervient en matière de fiscalité directe locale en ce qui concerne les locaux commerciaux et établissements industriels, en lieu et place des commissions communales :

- participe à la désignation des locaux types à retenir pour l'évaluation par comparaison des locaux commerciaux
- donne un avis sur les évaluations foncières des locaux commerciaux proposées par l'administration fiscale.
- est informée des modifications de valeur locative des établissements industriels évalués selon la méthode comptable

Son rôle est consultatif, en cas de désaccord entre l'administration et la commission, les évaluations sont arrêtées par l'administration locale. Les commissions communales des impôts directs subsistent pour les autres types de locaux (habitation)

### Composition de la commission :

Elle est composée de 11 membres titulaires : le président de l'EPCI (ou un vice-président délégué) et 10 commissaires

Le Conseil de Communauté doit, sur proposition des communes membres, dresser une liste composée des noms :  
- de 20 personnes susceptibles de devenir commissaires titulaires (dont 2 domiciliées en dehors du périmètre de la communauté),  
- de 20 autres personnes susceptibles de devenir commissaires suppléants (dont 2 domiciliées en dehors du périmètre de la communauté).

Ces personnes doivent remplir les conditions suivantes :

- être de nationalité française ou ressortissant d'un État membre de l'Union européenne,
- avoir 25 ans au moins,
- jouir de leurs droits civils,
- être familiarisées avec les circonstances locales,
- posséder des connaissances suffisantes pour l'exécution des travaux confiés à la commission,
- être inscrites aux rôles des impositions directes locales de la Communauté ou des Communes membres.

Les contribuables soumis à la taxe d'habitation, aux taxes foncières et à la cotisation foncière des entreprises, doivent être équitablement représentés au sein de la commission

La liste des 20 propositions de commissaires titulaires et des 20 propositions de commissaires suppléants est à transmettre au directeur départemental des finances publiques, qui désigne :

- 10 commissaires titulaires,
- 10 commissaires suppléants.

La durée du mandat des commissaires est la même que celle du Conseil de Communauté.

***Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :***

- ***désigne Patrick SOUTIF, Vice Président chargé des finances comme Président de la Commission Intercommunale des Impôts Directs***
- ***propose, au Directeur Départemental des Finances Publiques, une liste de 20 membres titulaires et 20 membres suppléants parmi lesquels 10 de chaque catégorie seront désignés.***

### **15 - Administration générale - Désignation des représentants à l'EPFL**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 3 mars 2016*

### **M. VALPREMIT expose :**

Pour les Établissements Publics de Coopération Intercommunale de 20 000 à 40 000 habitants, les statuts de l'Établissement Public Foncier Local prévoient les modalités de représentation suivantes :

- Assemblée générale : 2 délégués titulaires et 2 délégués suppléants.

***Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, désigne MM. ANGOT et SOUTIF comme représentants titulaires et MM. RAILLARD et SONNET comme représentants suppléants.***

### **16 - Administration générale - Désignation des membres de représentants Mayenne Communauté au sein de l'office de tourisme Vallée de Haute Mayenne**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 3 mars 2016*

### **M. TRANCHEVENT expose :**

Dans le cadre des statuts de l'Office de tourisme Vallée de Haute Mayenne, votés par les 2 communautés de communes qui constituent aujourd'hui Mayenne Communauté, il est prévu la désignation de 6 élus communautaire au sein de conseil de gestion pour la durée de leur mandat.

Ces membres constituent le collège 1, les membres de droit. Ils auront à acquitter une cotisation.

Ils pourront être amenés à avoir une fonction au sein du bureau de l'office de tourisme en tant que : président, vice-



président ou secrétaire (le poste de trésorier est exclu).

Le président, Michel Angot, et le Vice-Président en charge du Tourisme, Frédéric Bordelet, après consultation, proposent les personnes suivantes :

- Pierrick TRANCHEVENT
- Madeleine LODE
- Didier BOITTIN
- Marie France THELLIER
- Philippe COULON
- Frédéric BORDELET

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide ces désignations des membres de Mayenne Communauté au sein de l'Office de Tourisme Vallée de Haute Mayenne.**

**17 - Administration générale - Désignation des représentants au Pays de Haute Mayenne**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 3 mars 2016*

**M. SOUTIF expose :**

Huit membres titulaires et huit membres suppléants doivent être désignés pour représenter Mayenne Communauté au sein du Pays de Haute Mayenne. Parmi les 8 titulaires, 4 membres doivent être désignés pour intégrer le conseil d'administration.

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :**

**- valide les désignations suivantes pour siéger au Pays de Haute Mayenne:**

Titulaires	Suppléants
Michel ANGOT	Maurice BOISSEAU
Antoine VALPREMIT	Hubert MOLL
Eric TRANSON	Frédéric BORDELET
Didier BOITTIN	Guy BOURGUIN
Jean-Claude LAVANDIER	Guy BEAUJARD
Pierrick TRANCHEVENT	Marie-Madeleine FOUBERT
Jean RAILLARD	Jean-Paul COISNON
Patrick SOUTIF	Loïc JEUSSE

**- désigne MM. RAILLARD, SOUTIF, ANGOT, TRANCHEVENT pour intégrer le conseil d'administration du Pays de Haute Mayenne.**

**18 - Administration générale - Désignation des représentants au Comité de Programmation Leader**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 3 mars 2016*

**M. SOUTIF expose :**

Trois membres titulaires et trois membres suppléants doivent être désignés pour représenter Mayenne Communauté au sein du Comité de Programmation Leader.

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, désigne :**

- en qualité de représentants titulaires : MM. BOURGUIN, BOISSEAU et SOUTIF**
- en qualité de représentants suppléants : Mme MORIN, MM. MOLL et RAILLARD**

**19 - Administration générale - Désignation des membres de représentants Mayenne Communauté au sein du Pays d'Art et d'Histoire Coëvrans Mayenne**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 3 mars 2016*

**M. TRANCHEVENT expose :**

Dans le cadre du fonctionnement du Pays d'Art et d'Histoire Coëvrans Mayenne, la Communauté de Communes doit désigner 2 représentants qui siégeront au comité de pilotage.

Pour information, ce comité de pilotage est formé de :

2 représentants des CC (Mayenne Communauté et 3 C)

3 représentants du Conseil Départemental

1 représentant des 5 sites dits « majeurs » (Saulges, Ste Suzanne, Evron, Jublains, Mayenne)

***Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, désigne MM. BORDELET et BOISSEAU pour siéger au sein du Pays d'Art et d'Histoire Coëvrans Mayenne.***

**20 - Administration générale – Désignation des représentants dans les organismes extérieurs**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 3 mars 2016*

**Mme MORIN expose :**

**Vu** l'article L 2121.33 du Code Général des Collectivités Territoriales qui prévoit que « Le conseil municipal procède à la désignation de ses membres ou de délégués pour siéger au sein d'organismes extérieurs dans les cas et conditions prévus par les dispositions du présent code et des textes régissant ces organismes. La fixation par les dispositions précitées de la durée des fonctions assignées à ces membres ou délégués ne fait pas obstacle à ce qu'il puisse être procédé à tout moment, et pour le reste de cette durée, à leur remplacement par une nouvelle désignation opérée dans les mêmes formes»,

**Vu** que l'article L. 5211-1 du même code dispose que l'article susmentionné est applicable aux EPCI, il vous est proposé de nommer, pour chacun de ces organismes extérieurs, les représentants de la Communauté de Communes du Pays de Mayenne

Commissions Plan d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés (PEDMA) et budget annexe déchets du

Conseil Départemental de la Mayenne

titulaires : Josselin CHOUZY et Nicole MORIN

suppléants : Martial TARLEVE et Christelle BEAUDOUIN

Commission Locale d'Information et de Surveillance (CLIS) du centre d'enfouissement technique de Saint

Fraimbault de Prières (Guélaintain)

titulaire : Nicole MORIN

suppléant : Pierrick TRANCHEVENT

***Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide ces désignations de représentants dans les organismes extérieurs à main levée.***

**21 - Développement culturel – Restructuration et rénovation du cinéma Le Vox – Demande de subvention**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 3 mars 2016*

**M. BOURGUIN expose :**

L'article 159 de la loi de finances 2016 a créé une dotation de soutien à l'investissement des communes et de leurs établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre, d'un montant total de 800 millions d'euros répartis en deux enveloppes de 500 millions d'euros et 300 millions d'euros.

Les orientations du comité interministériel aux ruralités du 14 septembre 2015 visent à retenir des projets, en lien avec les enjeux d'aménagement locaux et datés d'un effet structurant sur la qualité de la vie locale et l'attractivité du territoire. Les projets doivent s'inscrire dans un projet global de développement du territoire concerné.

Ainsi, les 300 millions de dotation de soutien à l'investissement public local concernent les projets de :

- création, aménagement, rénovation de bâtiments et équipements municipaux ou communautaires, liés aux services publics (dont les équipements culturels, de santé, sportifs ou de loisirs)
- développement économique
- redynamisation du commerce indépendant, tout particulièrement en centre-ville
- construction ou rénovation de logements (communaux ou intercommunaux)
- mobilité au quotidien (pistes et chemins cyclables liaisons douces... par exemple) et notamment la mise en place de « plateformes » de mobilités accessibilité dans le cadre des ADAP

Le 15 mai 2014, le conseil communautaire a validé l'Avant Projet Définitif (APD) du projet de restructuration et rénovation du cinéma le Vox. Ce projet consiste à :

La rénovation et l'extension du cinéma prévoit dans le bâtiment actuel (plan joint) :

- rénovation du hall avec un aménagement plus spacieux
- l'accessibilité PMR (personne à mobilité réduite) aux deux salles existantes
- l'accès vers la nouvelle salle (N°3)
- salle 1 d'une capacité de 189 places dont 5 PMR

A l'étage du bâtiment actuel se situeront :

- la salle du personnel
- bureau/salle de réunion
- local ménage
- sanitaire personnel
- salle 2 d'une capacité de 125 places dont 4 PMR

Le rez de chaussée de la maison voisine accueillera :

- l'espace convivialité (bar)
- les sanitaires Hommes et femmes
- l'entrée du personnel
- le local ménage

Le coût des travaux a été arrêté à 1 588 510 € HT soit 1 906 212 € TTC. Le taux global de rémunération de la Maîtrise d'Oeuvre est fixé à 12,30 %, soit un montant de rémunération à hauteur de 195 386,73 HT.

Quant au budget prévisionnel de l'opération (hors acquisition de la maison voisine), il a été revu au regard des notifications reçues et des nouvelles possibilités de financement. Il s'établit désormais comme suit :

Poste de dépenses		Participation financières		
Dépenses		Recettes		
Affectation	Montant HT	Organismes	Montant	%
Honoraires architectes	195 387	Département	38 113	1,89
Travaux	1 588 510	Etat	424 437	21,07
Equiperment et matériel d'exploitation	37 500			0
Fauteuil salle 1	60 930	Région (contrat)	492 278	24,43
Etude de marché	7 973	Autres CNC (TSA) (acquis : 254 055 /99 000 avance)	353 055	17,52
Bureau de Contrôle	10 759	Autres CNC (Aide sélective)	243 900	12,11
Assurances	27 799	Région (ligne sectorielle)	60 000	2,98
Divers Diagnostics	3 398			0
Révision de prix	82 472	Maîtrise d'ouvrage	402 945	20
TOTAL	2 014 728	TOTAL	2 014 728	100

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise le Président à solliciter l'ensemble des subventions nécessaires au financement de ce projet dont l'Etat via le Fond de dotation de soutien à l'investissement local.**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 3 mars 2016*

**M. MOLL expose :**

L'article 159 de la loi de finances 2016 a créé une dotation de soutien à l'investissement des communes et de leurs établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre. Au niveau national, une enveloppe de 500 millions d'euros est consacrée au financement de grandes priorités d'investissements définies entre l'État et les communes et EPCI.

La création de la zone de rencontre à proximité du futur Pôle de Santé de Mayenne est éligible à l'enveloppe des 500 millions. Il est envisagé de procéder à la consultation des entreprises en Mars 2016 et de lancer le marché de travaux dès le mois de Mai 2016.

Secteur Voirie et espaces publics extérieurs : Travaux de création de zones de rencontre dans les secteurs où la fonction vie locale est prépondérante par rapport à la fonction circulatoire.

Coût de l'opération : 990 620 € HT.

Calendrier : démarrage Mai 2016, terminaison Octobre 2018

Subvention sollicitée de 30 %, soit 297 186 €

DÉPENSES		RECETTES	
Maîtrise d'œuvre (honoraires SPS et amiante)	3 000,00	État : soutien à l'investissement 30 %	297 186,00
Terrassement, voirie, réseaux durs, mobilier urbain	819 900,00		
Éclairage public, Eau potable et réseaux souples	167 720,00	Maître d'ouvrage	693 434,00
Total dépenses	990 620,00	Total recettes	990 620,00

**M. le Président :** « A mon avis, il n'y en aura pas pour tout le monde. Par exemple, pour la DETR, il y a 252 dossiers. De plus, le Préfet va faire une enquête pour savoir qui a consommé ou pas les crédits des années passées. Alors que nous sommes en période de crise, la consommation des crédits de 2015 n'est que de 21 %. Des collectivités déposent des dossiers mais savent qu'elles ne vont pas commencer les travaux. Il va falloir être rigoureux. Il faut enclencher les dossiers qui sont vraiment prêts. »

**M. BOISSEAU :** « Les enveloppes sont très limitées. Il faut que les projets soient mûrs. »

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :**

- **arrête le plan de financement prévisionnel de la création de la zone de rencontre tel que présenté,**
- **sollicite la dotation dans le cadre de l'enveloppe des 500 millions de soutien à l'investissement public local 2016 auprès des services de l'État ainsi que toutes les subventions mobilisables auprès des différents partenaires**
- **et autorise Monsieur le Président à signer tous actes relatifs à ce dossier.**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 3 mars 2016*

**M. TRANCHEVENT expose :**

Pour l'année 2016, il est prévu une enveloppe de DETR (dotation d'équipement des territoires ruraux) inférieure à celle de 2015. Les catégories d'opérations éligibles ont cependant fait l'objet d'une modification : type d'opérations et montants maximum. De plus, parmi les modalités, M. le Préfet a rappelé que chaque EPCI ne peut déposer plus de trois dossiers.

Ainsi, en raison de la fusion de nos deux Communautés, il semble que nous ne pouvons déposer que trois dossiers au lieu de six avant la fusion, et ce sans révision des plafonds d'investissement malgré le nombre conséquent d'habitants de MAYENNE COMMUNAUTÉ.

Or, chaque année, les Communautés de Communes Le Horps-Lassay et du Pays de Mayenne programmaient jusqu'alors des opérations éligibles à la DETR. Si la fusion des deux Communautés au 1<sup>er</sup> Janvier 2016 permet

d'envisager un unique programme pluriannuel d'investissement, des projets proposés au titre de 2016 ont été menés jusqu'alors par chacun des deux EPCI.

À ce titre, par délibérations, la CCPM et la CCHL ont décidé de proposer les quatre dossiers suivants :

- MAYENNE COMMUNAUTÉ : Pôle de santé pluridisciplinaire (troisième tranche de DETR)
- MAYENNE COMMUNAUTÉ : Abords du pôle de santé pluridisciplinaire
- CCHL : extension déchetterie de Lassay-les-Châteaux
- CCPM : travaux ZA du Bocage

Conformément à la délibération de la CCPM adoptée en séance le 17 décembre, il vous est proposé de présenter le dossier : Travaux Zone d'activités du Bocage.

Secteur économique, touristique, environnemental ou social : structures d'accueil des activités artisanales, industrielles ou touristiques

Coût de l'opération : 216 909 € HT

Calendrier : réalisation 2016

Subvention possible de 50 % de 1 000 000 € soit 500 000 € (délibération initiale à 30%)

Plan de financement prévisionnel suivant :

DEPENSES		RECETTES	
Viabilisation et espaces verts	99 909,00	État : DETR 2016	108 454,50
Construction du mur anti bruit	117 000,00	50 %	
		Région CTU :	36 000,00
		Maître d'ouvrage	72 454,50
<b>Total dépenses</b>	<b>216 909,00 €</b>	<b>Total recettes</b>	<b>216 909,00</b>

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :**

- **arrête le plan de financement prévisionnel de l'opération ZA du Bocage tel que présenté,**
- **sollicite la DETR 2016 auprès des services de l'Etat ainsi que toutes les subventions mobilisables auprès des différents partenaires**
- **et autorise Monsieur le Président à signer tous actes relatifs à ces demandes de subvention.**

**24 – Finances - Dotation d'équipement des territoires ruraux – Année 2016 – Travaux déchetterie Lassay-les-Châteaux**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 3 mars 2016*

**Mme MORIN expose :**

Pour l'année 2016, il est prévu une enveloppe de DETR (dotation d'équipement des territoires ruraux) inférieure à celle de 2015. Les catégories d'opérations éligibles ont cependant fait l'objet d'une modification : type d'opérations et montants maximum. De plus, parmi les modalités, M. le Préfet a rappelé que chaque EPCI ne peut déposer plus de trois dossiers.

Ainsi, en raison de la fusion de nos deux Communautés, il semble que nous ne pouvons déposer que trois dossiers au lieu de 6 avant la fusion, et ce sans révision des plafonds d'investissement malgré le nombre conséquent d'habitants de MAYENNE COMMUNAUTÉ.

Or, chaque année, les Communautés de Communes Le Horps-Lassay et du Pays de Mayenne programmaient jusqu'alors des opérations éligibles à la DETR. Si la fusion des deux Communautés au 1<sup>er</sup> Janvier 2016 permet d'envisager un unique programme pluriannuel d'investissement, des projets proposés au titre de 2016 ont été menés jusqu'alors par chacun des deux EPCI.

À ce titre, il vous est proposé de déposer quatre dossiers : un dossier pour le compte de la CCHL, un dossier pour le compte de la CCPM et deux dossiers pour le compte de MAYENNE COMMUNAUTÉ.

- CCPM : Travaux Zone d'activités du Bocage
- MAYENNE COMMUNAUTÉ : Pôle de santé pluridisciplinaire (troisième tranche de DETR)

- MAYENNE COMMUNAUTÉ : Abords du pôle de santé pluridisciplinaire
- CCHL : extension déchetterie de Lassay-les-Châteaux  
Secteur économique, touristique, environnemental ou social : assainissement et gestion des déchets, création ou mise en conformité des infrastructures existantes.  
Coût de l'opération : 170 000 € HT  
Calendrier : réalisation 2016  
Subvention possible de 50 % de 150 000 € soit 75 000 €

Aussi, le dossier qu'il vous est proposé de présenter au titre de la DETR 2016 concerne les travaux d'extension et d'aménagement de la déchetterie de Lassay-les-Châteaux pour un montant total de 170 000 € HT, selon le plan de financement prévisionnel suivant :

DÉPENSES		RECETTES	
Postes	TOTAL HT	Cofinanceurs	TOTAL
<b>Dépenses de MO (déchèterie Lassay) :</b>		<b>État :</b>	<b>75 000 €</b>
Etudes, missions SPS / CT	3 500 €	DETR (50% x 150.000)	41%
<i>Sous-total Travaux</i>	<b>3 500 € ADEME</b>		<b>56 330 €</b>
<b>Dépenses d'investissement (déchèterie Lassay) :</b>		(30% x 800.000)	31%
Lot 1 : Terrassement-VRD	113 047 €		
Lot 2 : Fourniture et pose de clôtures	14 101 €	<b>Conseil départementale de la Mayenne (20%)</b>	15 000 €
Lot 3 : Rénovation local gardien	2 152 €		8%
Lot 4 : Fabrication et mise en œuvre de bavette de vidage et de garde corps	35 672 €		
Lot 5 : Fourniture et pose de panneaux de communication	534 €	<b>Mayenne Communauté</b>	20%
Lot 6 : Fourniture et pose d'un local de stockage de déchets dangereux et d'un appentis de stockage	13 900 €	- Autofinancement	36 575 €
<i>Sous-total Divers</i>	<b>179 405 €</b>		
<b>Total</b>	<b>182 905 € Total</b>		<b>182 905 €</b>

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :**

- **arrête le plan de financement prévisionnel de l'opération extension/aménagement de la déchetterie de Lassay-les-Châteaux tel que présenté,**
- **donne délégation à M. le Président pour arrêter le plan de financement de l'opération susvisée en fonction de l'actualisation des postes de dépenses,**
- **et charge M. le Président de solliciter l'aide DETR 2016 auprès des services de l'Etat, le soutien financier de l'ADEME, du Conseil Départemental ainsi que toutes les subventions mobilisables auprès des différents partenaires.**

**M. MOLL expose :**

Pour l'année 2016, il est prévu une enveloppe de DETR (dotation d'équipement des territoires ruraux) inférieure à celle de 2015. Les catégories d'opérations éligibles ont cependant fait l'objet d'une modification : type d'opérations et montants maximum. De plus, parmi les modalités, M. le Préfet a rappelé que chaque EPCI ne peut déposer plus de trois dossiers.

Ainsi, en raison de la fusion de nos deux Communautés, il semble que nous ne pouvons déposer que trois dossiers au lieu de six avant la fusion, et ce sans révision des plafonds d'investissement malgré le nombre conséquent d'habitants de MAYENNE COMMUNAUTE.

Or, chaque année, les Communautés de Communes Le Horps-Lassay et du Pays de Mayenne programmaient jusqu'alors des opérations éligibles à la DETR. Si la fusion des deux Communautés au 1<sup>er</sup> Janvier 2016 permet d'envisager un unique programme pluriannuel d'investissement, des projets proposés au titre de 2016 ont été menés jusqu'alors par chacun des deux EPCI.

À ce titre, par délibérations, la CCPM et la CCHL ont décidé de proposer les quatres dossiers suivants :

- MAYENNE COMMUNAUTE : Pôle de santé pluridisciplinaire (troisième tranche de DETR)
- MAYENNE COMMUNAUTE : Abords du pôle de santé pluridisciplinaire
- CCHL : extension déchetterie de Lassay-les-Châteaux
- CCPM : travaux ZA du Bocage

***Conformément à ces délibérations, il vous est proposé de présenter le dossier : Construction du pôle de Santé pluridisciplinaire.***

En 2013, un projet global sur trois ans a été présenté en commission DETR sollicitant initialement un montant global de subvention de 1 032 650 euros pour trois années (2013, 2014, 2015) soit 20 % du HT sans plafond. Une première subvention de 200 000 euros a été accordée en 2013 au titre de la première tranche pour une dépense subventionnable 1 000 000 euros HT au taux de 20 %.

En 2014, la Commission des élus du 3 mars 2014, pour des raisons de répartition des dotations entre collectivités, décide d'attribuer 281 869 euros au titre de la DETR 2014 pour la deuxième tranche pour une dépense subventionnable de 2 818 690 euros HT **au taux de 10 %**. Un engagement est également pris de reporter 281 869 euros pour l'attribution des 10 % manquants en 2015.

Puis, les services préfectoraux nous ont informé de la non-éligibilité au Fonds de Compensation pour la Taxe sur la Valeur Ajoutée (FCTVA).

Une réunion a été organisée le 04 septembre 2014 en présence du sous-préfet, des représentants de l'agence régionale de santé et du président de la communauté de communes pour mener une réflexion sur les solutions financières possibles pour compenser la perte du FCTVA.

L'agence régionale de santé s'est engagée à participer à hauteur de 200 000 euros dans le cadre du Contrat local de santé et Monsieur le Sous-Préfet s'est engagé à nous accompagner sur la recherche de fonds supplémentaires.

***Plan de financement prévisionnel global***

# PROJET POLE DE SANTE PLURIDISCIPLINAIRE (hors aménagements extérieurs)

## Plan de financement prévisionnel

	Dépenses		Recettes prévisionnelles	Recettes certaines au 30/01/16
Acquisition ancienne gendarmerie	285 000	FEADER pr étude réseau chaleur	2 370	2 370
Démolition	263 915	ADEME pr étude réseau chaleur	5 339	5 339
Raccordements – taxe aménagement – honoraires ...	91 780	CTU	192 500	192 500
<b>Sous-total foncier</b>	<b>640 695</b>	Leader	40 000	40 000
Indemnités jury concours & candidats non retenus	33 200	FNADT	50 000	50 000
Honoraires INDIGGO – CERUR	64 344	Région (ligne sectorielle)	300 000	300 000
<i>Frais appel d'offres – sondage étude géotechnique</i>	<i>24 000</i>	ARS	200 000	200 000
<b>Sous-total frais préliminaires</b>	<b>121 544</b>	DETR 2013 – 2014	481 869	481 869
Honoraires maîtrise d'oeuvre (selon APS)	409 500	DETR 2015 (engagement de 2014)	281 869	281 869
Honoraires contrôle technique (bureau Veritas)	15 312	DETR 2015	211 500	211 500
Honoraires CSPS (Qualiconsult)	5 796	DETR 2016 (engagement 2015)	211 500	211 500
<i>Honoraires OPC (estimation)</i>	<i>30 000</i>			
<i>Révision honoraires (estimation)</i>	<i>4 800</i>			
<b>Sous-total honoraires externes</b>	<b>465 408</b>			
AMO LMA	45 144			
DPE -doc – reprographie	11 700			
<b>Sous-total honoraires internes &amp; frais divers</b>	<b>56 844</b>	Financement Mayenne Commu	<b>3 536 744</b>	
Travaux bâtiment y compris révision de prix	<b>4 186 000</b>			
Assurance dommage ouvrage	<b>43 200</b>			
<b>TOTAL</b>	<b>5 513 691</b>	<b>TOTAL</b>	<b>5 513 691</b>	

La commission DETR s'est engagée sur la somme de 423 000 euros en 2015. Une première enveloppe de 211 500 euros a été attribuée en 2015 par arrêté de Mr Le Préfet.

Pour cette année 2016, nous sollicitons donc 211 500 euros, ce qui porte le montant total de la DETR à 1 186 738 euros soit 21,84% du montant du projet.

Demande DETR 2016 – Engagement Commission DETR de 2015			
Pour une dépense subventionnable HT	705 000	DETR 2016 (30 % du montant HT)	211 500
		Fonds propres	493 500
Total HT	705 000	Total HT	705 00

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, approuve le plan de financement ci dessus et autorise M. le Président à solliciter la subvention DETR 2016 à hauteur de 211 500 euros pour un montant de travaux de 705 000 euros , soit 30 % du montant des travaux.**

**26 – Finances - Avenant Nouveau Contrat Régional (NCR)**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 3 mars 2016*

**M. SOUTIF expose :**

Le Nouveau Contrat Régional (NCR) est un programme de subventions sur 3 ans, de 2014 à 2016. Le Pays de Haute-Mayenne assure le suivi et la gestion du NCR pour le compte des Communautés de Communes. En



troisième année de contrat, il est possible d'engager un avenant pour ajuster les crédits non utilisés de certaines actions et les affecter à d'autres opérations, le cas échéant.

#### Rappel des règles du NCR :

Logique d'une véritable stratégie d'aménagement cohérente des territoires

60 % minimum des investissements doivent être intercommunaux

Plancher de 4 000 € de dotation NCR par action et taux minimum de 10 %

Améliorer l'articulation des NCR avec les autres financements publics : CPER & programmes européens (Charte, SCOT, stratégie LEADER...)

Accroître la place de l'environnement, de l'énergie et des équipements publics de solidarité dans les programmes

#### Rappel du calendrier de l'avenant NCR :

En janvier/février : finalisation des fiches et de la maquette NCR globale de l'avenant (actions Communautés de Communes et Pays).

En mars : examen de l'avenant global par le bureau du GIP et validation par le CA du GIP.

En avril : envoi à la Région de l'avenant NCR et du bilan à mi-parcours du contrat.

Après le 2 juin 2016 : examen possible par la région de l'avenant NCR.

La CCPM a programmé une enveloppe NCR de 1 995 057 € sur le projet du Centre Aquatique et de 492 278 € sur le projet d'aménagement et d'extension du cinéma.

Le territoire de la CCHL bénéficie d'une enveloppe de 582 447 €.

#### **CCPM-CCHL - PROGRAMME NCR 2014 / 2016**

<b>Actions</b>	<b>Maître d'ouvrage</b>	<b>Montant HT prévisionnel</b>	<b>Montant NCR</b>
CCHL	TOTAL	1 600 000,00 €	582 447,19 €
Investissements pour mise en place de la redevance incitative déchets	CCHL	450 000,00 €	140 000,00 €
Action PNR - Aménagement aire et sentier d'interprétation « La Petite Émigrée »	CCHL	80 000,00 €	24 000,00 €
Création d'une micro-crèche	Charchigné	250 000,00 €	87 500,00 €
Action PNR - Réhabilitation des locaux de Gendarmerie de Lassay et Le Ribay	CCHL	450 000,00 €	209 947,19 €
Aménagement d'une salle de sport	Lassay	300 000,00 €	105 000,00 €
Aménagement locaux accueil stagiaires	CCHL	70 000,00 €	16 000,00 €
CCPM	TOTAL	7 619 718,00 €	2 487 335,00 €
Centre aquatique	CCPM	5 700 160,00 €	1 995 057,00 €
Aménagement et extension du cinéma de Mayenne	CCPM	1 919 558,00 €	492 278,00 €
<b>TOTAL</b>		<b>9 219 718,00 €</b>	<b>3 069 782,19 €</b>

Des modifications sont proposées sur les actions du contrat NCR portées par le GIP et qui vont s'arrêter à la fin de l'année 2016 dans le contexte de fin du Pays.

<b>ACTION</b>	<b>RAPPEL</b>	<b>A FAIRE POUR AVENANT</b>
Action 8 : Action "Agir pour" : Mise en œuvre d'un plan d'actions innovation sur l'ensemble du territoire de Haute-Mayenne Aide NCR : 103 137 € Taux d'aide : 60 % budget total : 171 895€	Accord des élus du bureau du GIP en février 2015 pour un transfert de cette fiche issue de la démarche « agir pour » à Mayenne communauté, qui souhaite agir dans ce domaine Rôle de chef de file de Mayenne communauté avec participation possible des autres CC sur des actions. Action débutée à Mayenne communauté depuis avril 2015	Délibération du GIP à prendre en avril 2016 pour transfert fiche du GIP à Mayenne communauté

<p>Action 26 :</p> <p>Ingénierie Pays Haute Mayenne 2014/2017</p> <p>Aide NCR : 396 470€</p> <p>Taux d'aide 80 %</p> <p>budget total : 495 580€</p>	<p>Cette fiche permet le financement de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'ingénierie liée au pilotage, le suivi et l'évaluation de la politique régionale (1 poste direction, 1 poste assistante direction, ½ poste gestionnaire).</li> <li>- L'ingénierie tourisme (1/2 poste)</li> <li>- La coordination du projet Croq'les mots marmot (1 poste)</li> </ul> <p>Cette fiche a donc déjà été « engagée » depuis le début du contrat</p>	<p>Proposition d'ajuster la fiche et le besoin de financement jusqu'en fin d'année 2016 :</p> <p>Aide NCR : 250 981 €</p> <p>Taux d'aide 80 %</p> <p>budget total : 313 726 €</p> <p>Crédits NCR disponibles après modification avenant : 145 489 €</p>
<p>Action 33:</p> <p>Nouvelle fiche Coordination projet Croq' les mots marmot !</p> <p>MO : Mayenne communauté)</p> <p>&gt;objet : transférer en partie les crédits de coordination du GIP vers Mayenne communauté</p>	<p>A partir de 2017, Mayenne communauté devient chef de file du projet Croq'les mots marmot ! (pour le compte des EPCI Nord Mayenne)</p>	<p>Proposition :</p> <p>Aide NCR : 56 000€</p> <p>Taux d'aide 80 % (idem fiche ingénierie)</p> <p>budget total : 70 000€</p> <p>(deux années de coordination prises en charge)</p>
<p>Crédits NCR restants issus de la Fiche Ingénierie Pays : 89 489 €</p>		<p>Répartition des crédits restants entre les EPCI (au prorata du nombre d'habitants)</p> <p>CCE : 19 629 €</p> <p>CCBM : 18 693 €</p> <p>CCMA : 16 137 €</p> <p><b>MC : 35 030 €</b></p> <p>&gt; Crédits à flécher dès à présent par chaque EPCI sur ses fiches existantes.</p>

Par ailleurs, au vu de l'avancement d'exécution du NCR sur le territoire de la CCHL à ce jour, la réflexion a été engagée depuis novembre dernier sur les suites à envisager. Après étude avec les Communes concernées, le Pays et les services de la Région, il est proposé d'arrêter l'avenant NCR au programme 2014-2016 comme suit :

MAYENNE COMMUNAUTÉ - AVENANT NCR AU PROGRAMME 2014 / 2016				
Actions	Maître d'ouvrage	Montant HT prévisionnel	Montant NCR	Avancement des projets
Action PNR - Investissements pour mise en place de la redevance incitative déchets	MAYENNE COMMUNAUTÉ	450 000,00 €	140 000,00 €	Programmé pour 2016-17
Action "Agir pour"	MAYENNE COMMUNAUTÉ	171 895,00 €	103 137,00 €	Portage par Mayenne Communauté
Coordination de Croq' les mots marmot !	MAYENNE COMMUNAUTÉ	70 000,00 €	56 000,00 €	Portage par Mayenne Communauté
Centre aquatique	MAYENNE COMMUNAUTÉ	5 700 160,00 €	2 247 718,00 €	dont abondement de + 252 661,00 € à l'avenant
Aménagement et extension du cinéma de Mayenne	MAYENNE COMMUNAUTÉ	1 919 558,00 €	492 278,00 €	Programmé pour 2016-17
<b>TOTAL</b>		<b>8 821 088,00 €</b>	<b>3 263 949,19 €</b>	

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, arrête l'avenant NCR comme présenté ci-dessus.**

**27 - Marchés publics – Marché de maîtrise d'oeuvre du centre aquatique – Avenant N°3 - Autorisation de signature**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 3 mars 2016*

**M. BOISSEAU expose :**

Par marché en date du 22 juillet 2013 (notifié le 30 septembre 2013), la Communauté de Communes a confié au groupement CHABANNE et PARTENAIRES, une mission de « Maîtrise d'œuvre pour la construction d'un centre aquatique intercommunal à Mayenne ».

Le forfait définitif de rémunération de la maîtrise d'œuvre (1 407 510 € HT) a été validé par avenant, tel que prévu au contrat, suite à la validation de la phase APD de leur mission.

Depuis, la phase de consultation des entreprises de travaux a eu lieu en 2015 et les attributions des marchés de travaux ont toutes été réalisées par la Communauté de Communes.

Le coût de réalisation des travaux (montant cumulé des marchés de travaux) est donc connu : il est de 7 653 371,70 € HT. Il est prévu (à l'art.12 du CCAP) qu'un avenant vienne fixer ce montant auprès du maître d'oeuvre afin qu'il s'engage à le respecter.

En effet, ce coût est assorti d'un taux de tolérance de 3% (art. 14 du CCAP). Ainsi, en fin de chantier le montant cumulé des travaux réellement payés ne pourra pas dépasser le seuil de tolérance de 7 882 972,80 € HT (y compris avenants et autres devis – mais hors révision des prix).

En cas de dépassement le maître d'oeuvre encoure une pénalité pour dépassement du seuil de tolérance (prévue à l'art. 17 du CCAP).

***Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Président à signer l'avenant N°3 au marché de maîtrise d'oeuvre avec CHABANNE ET PARTENAIRES fixant le coût de réalisation des travaux à 7 653 371,70 € HT.***

**28 - Marchés publics - Opération Pôle de santé - Autorisation de signature de la convention de co-maîtrise d'ouvrage**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 3 mars 2016*

**M. MOLL expose :**

Le projet de pôle de santé avance depuis plusieurs années. Début 2016, les consultations pour les travaux pourront être lancées. (Plans et perspectives du bâtiment et des abords projetés en séance).

Le bâtiment proprement dit comprend 12 cabinets de médecins généralistes (11 médecins + 1 cabinet dédié aux internes), 3 cabinets de dermatologues (2 dermatologues + 1 cabinet dédié aux vacations), 6 cabinets d'infirmières (16 infirmières), 1 cabinet de kinésithérapeute, 2 cabinets de podologues, 1 cabinet de diététicien, 1 cabinet de radiologie (7 radiologues), 1 cabinet d'orthoptiste, 1 cabinet d'orthophoniste, une maison médicale de garde, une antenne CPAM, une antenne «Maison départementale de l'autonomie», et des locaux annexes (salle de réunion, locaux SISA, locaux de confort, locaux logistiques).

Les abords comprennent les terrassement généraux, des parkings à l'arrière et sur le côté du bâtiment, l'aménagement de la place devant l'entrée du bâtiment, les voiries d'accès, les arrêts de bus et d'ambulances, les aménagements liés aux poubelles, les réseaux, l'éclairage, le mobilier urbain, la signalisation ...

Le projet global se décline sur des terrains appartenant tant à la Communauté de Communes qu'à la Ville de Mayenne aussi il y a deux maîtres d'ouvrage.

Pour autant, la Ville de Mayenne et Mayenne Communauté ont la volonté de réaliser une opération unique : l'unicité du projet architectural, la complémentarité des ouvrages, l'existence de parties communes et la répartition de la jouissance des futurs biens montrent bien l'existence d'un projet commun.

Pour faciliter la gestion du chantier et surtout pour l'économie globale du projet, il est proposé que Mayenne Communauté prenne en charge la maîtrise d'ouvrage de toute l'opération. Pour cela la Ville de Mayenne doit transférer sa propre compétence de maîtrise d'ouvrage sur cette partie de son territoire et temporairement pour cette opération de travaux uniquement.

Une convention de co maîtrise d'ouvrage est donc proposée à la signature des deux collectivités (ville et CC) explicitant les limites de mise en oeuvre de cette co maîtrise d'ouvrage. Elle prévoit notamment que les organes de décision de Mayenne Communauté seront seuls compétents aussi bien pour la passation des marchés de travaux que pour leur exécution, plus précisément la CAO et l'assemblée délibérante décisionnaires seront celles de

(Autorisation également demandée lors du conseil municipal de la Ville du 28 janvier 2016).

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Président à signer la convention de co-maîtrise d'ouvrage pour le projet du pôle de santé avec la Ville de Mayenne.**

**29 – Jeunesse - Tarifs des activités du service commun « Espace Jeunes »**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 3 mars 2016*

**M. COISNON expose :**

Le service commun « Espace Jeunes » propose des temps d'animation en faveur des jeunes des communes signataires de la convention.

Le groupe de travail propose la règle d'élaboration des tarifs suivante, basée sur le mode de calcul utilisé par la CCHL :

• Tarif 1 : (Quotients familiaux inférieurs ou égaux à 900) : 1/3 coût de la prestation d'entrée + 1/3 du coût du car. Le coût du car est calculé sur la base de la capacité d'accueil de l'activité.

Si le déplacement se fait plutôt en minibus, un forfait de 1€ s'additionne au tiers du coût de la prestation d'entrée.

• Tarif 2 : (Quotients familiaux supérieurs à 900) : Tarif1 + 5%

Afin de faciliter la gestion de la régie de recettes, le groupe de travail propose d'arrondir les tarifs 1 et 2 à la décimale supérieure.

Certains tarifs ne répondent pas à cette règle. Il est proposé par le groupe de travail d'exclure les tarifs suivants de ce principe et de les fixer comme suit :

◦ Veillée : Tarif 1 = 4 € / Tarif 2 = 4,2 €

◦ Nuit au centre – minicamp 1 nuit : Tarif 1 = 10 € / Tarif 2 = 10,5 €

◦ Cotisation annuelle (du 1er juillet au 31 décembre) : Tarif 1 = 15 € / Tarif 2 = 15,75 €

◦ Cotisation annuelle (du 1er janvier au 30 juin) Tarif 1 = 7,5 € / Tarif 2 = 7,9 €

Il est précisé que la cotisation annuelle est obligatoire pour participer à l'ensemble des activités. Elle est valable du 1<sup>er</sup> juillet au 30 juin de l'année suivante.

◦ Séjour ski : Tarif 1 = 330 € / Tarif 2 = 346,5 €

◦ Séjour été : Tarif 1 = 130 € / Tarif 2 = 136,5 €

Le groupe de travail propose de garder les tarifs précités des séjours si le budget global de l'activité n'est pas réévaluée (séjour été : 7100 € / séjour ski : 20000 €).

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide ces tarifs à compter du 1<sup>er</sup> mars 2016.**

**30 – Aménagement du territoire - Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) – Validation de la Charte de Gouvernance**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 3 mars 2016*

**M. VALPREMIT expose :**

Par arrêté n° 2015 M 329 en date du 10 novembre 2015, M le Préfet a validé la compétence de la Communauté de Communes du Pays de Mayenne et la Communauté de Communes du Horps Lassay en matière de Plan Local d'Urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu ou carte communale"

Par délibérations respectives en date du 16 décembre 2015 pour la CCHL et du 17 décembre 2015 pour la CCPM, les conseils communautaires ont dans les mêmes termes prescrit l'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi).

Parallèlement, l'arrêté préfectoral n° 2015 M 334 du 18 novembre 2015 a prononcé la fusion de la Communauté de

Communes du Pays de Mayenne et de la Communauté de Communes Le Corps Lassay au 1<sup>er</sup> janvier 2016 pour créer le nouvel EPCI "Mayenne Communauté"

Par délibération en date du 14 janvier 2016, l'assemblée délibérante de Mayenne Communauté a acté le principe de fusionner les deux procédures d'élaboration de PLUi afin de n'en mener plus qu'une seule à l'échelle de la nouvelle entité "Mayenne Communauté".

Conformément aux nouvelles dispositions du Code de l'Urbanisme et notamment l'article L 123-6 telles qu'issues de la loi ENE (Grenelle 2) du 12 juillet 2010 et de la loi Alur du 24 mars 2014, le PLUi est élaboré en collaboration avec les communes membres et il appartient à l'organe délibérant de l'EPCI d'arrêter les modalités de cette collaboration après avoir réuni une conférence rassemblant l'ensemble des Maires des communes membres.

Les délibérations respectives des 16 et 17 décembre 2015 des 2 EPCI visées ci-dessus avaient d'ailleurs précisées : " les modalités de collaboration entre les communes et la Communauté feront l'objet d'une Charte de Gouvernance dont la validation sera proposée lors d'un prochain Conseil suite à la conférence des maires."

Compte tenu de la création de la nouvelle entité, de la recomposition d'un nouveau bureau et de l'élection d'un nouveau Vice-Président en charge de la délégation Aménagement de l' Espace, il a été proposé de reporter cette conférence des Maires après la délibération du 14 janvier 2016.

Celle-ci a été convoquée par courrier du Vice-Président délégué en date du 28 janvier 2016 envoyée par mail le 29 janvier à l'ensemble des 33 communes.

Réunie le 9 février 2016 salle des Conseils, en présence de 27 communes, les communes de Moulay et Commer étant excusées et 4 communes non représentées, la charte de gouvernance distribuée a reçu un accueil favorable.

Les valeurs et les engagements qui prévalent dans l'élaboration de ce PLUi sont les suivants :

- travailler à l'échelle intercommunale en tenant compte des spécificités locales
- mettre les communes au cœur du PLUi
- réaliser le PLUi en tenant compte de nos contraintes financières
- maintenir la compétence et la responsabilité de chaque maire

Les instances sollicitées dans la mise en oeuvre du PLUi sont :

Les 33 communes membres :

Elles délèguent un ou plusieurs membres vers la Commission aménagement, dont un correspondant communal du PLUi nommément désigné, chargé d'animer le groupe de travail communal.

La commission aménagement :

Elle est composée des représentants de chaque commune et présidée par le Vice-président en charge de l'aménagement.

Elle prend connaissance des rapports du Comité de Pilotage, en débat, et propose ses décisions au Bureau communautaire.

Le Comité de pilotage :

Il est constitué au maximum de 13 membres issus de la Commission aménagement.

Il participe régulièrement au suivi du PLUi. Il suit le travail des groupes communaux, et selon les besoins, il peut créer des groupes de travail thématiques. Il suit et contribue aux études en lien avec le cabinet retenu, il organise les réflexions thématiques et géographiques selon les besoins. Il organise la concertation avec le public.

Le Comité technique :

Il réunit le Vice-président en charge de l'aménagement, les services de Mayenne Communauté, et d'autres élus du Comité de pilotage si besoin. Il assure le lien entre le comité de pilotage et le bureau d'études et règle les questions techniques et juridiques.

Les groupes de travail communaux :

Ils sont mis en place et suivis par le comité de pilotage. Ils suivent et participent aux études d'élaboration du PLUi sur les communes . Ils sont constitués de conseillers municipaux et de personnes ressources issues des communes. Ils contribuent aux réflexions thématiques, seuls ou avec les autres groupes communaux. Ils rendent compte de leurs travaux au comité de pilotage.

Les groupes de travail thématiques :

Ils étudient de façon approfondie une problématique transversale en associant si besoin des personnes ressources extérieures. Ils rendent compte de leurs travaux au comité de pilotage.

Le Bureau communautaire :

Il examine et débat sur les propositions de la commission aménagement, et propose les délibérations au Conseil communautaire.

La Conférence des maires :

Elle est convoquée par le Bureau au minimum à deux phases précises : la définition de la gouvernance du PLUI, et l'examen des avis après l'enquête publique.

Le Conseil communautaire :

Il délibère sur les propositions du Bureau, et en particulier il prescrit le PLUI, adopte la charte de gouvernance, débat sur le PADD, arrête le projet de PLUI avant l'enquête publique, et enfin il approuve le PLUI.

***Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide la Charte de Gouvernance dans la version ci-jointe.***

### **31 - Aménagement du territoire - Préparation du deuxième avenant au Programme d'Intérêt Général (PIG)**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 3 mars 2016*

#### **M. VALPREMIT expose :**

La CCPM a mis en place depuis janvier 2014 et sur une durée de 3 ans un Programme d'Intérêt Général (PIG) "Accessibilité, Économie d'Énergie, Habitat dégradé" pour l'amélioration du parc privé, avec un objectif de 153 logements.

Pour mener à bien ce programme, la CCPM a :

- passé un marché avec Soliha (anciennement Habitat et Développement) pour l'animation, la communication et le montage des dossiers pour un montant de 140 245,20€ TTC (48 901,20€ en 2014 et 45 672€ en 2015 et 2016)
- prévu un financement de 132 000€ d'aides en direction des propriétaires qui ont réalisé les travaux pour la durée de l'opération.

Le bilan des exercices 2014 et 2015 est le suivant :

- 97 dossiers engagés pour un montant d'aides de la CCPM de 67 132€
- pour la prestation de Soliha : 70 720€ mandatés et 45 672 € engagés pour 2016

L'arrêté préfectoral n° 2015M334 du 18 novembre 2015 a prononcé la fusion de la Communauté de Communes du Pays de Mayenne et de la Communauté de Communes Le Horps Lassay au 1<sup>er</sup> janvier 2016 pour créer le nouvel EPCI "Mayenne Communauté".

Dans ce cadre, il est envisageable d'intégrer au dispositif du PIG les communes de la CCHL tout en maintenant les objectifs et l'enveloppe financière définis initialement.

**M. le Président :** « Je compte sur l'aide du Département. »

***Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, M. LANDEMAINE n'ayant pas pris part au vote :***

- ***dans le cadre d'un 2ème avenant qui pourra prendre effet dès le 1er janvier 2016, intègre au dispositif du PIG les communes du territoire de la CCHL, tout en maintenant les objectifs et l'enveloppe financière définis initialement,***
- ***habilite le Président à signer l'avenant nécessaire à ces modifications, à la convention « Programme d'Intérêt Général pour la lutte contre la précarité énergétique, l'amélioration de l'habitat dégradé et l'adaptation des logements pour l'autonomie de la CCPM 2014 – 2016 ».***

### **32 – Aménagement du territoire - Prescription du Programme Local de l'Habitat (PLH)**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 3 mars 2016*

#### **M. VALPREMIT expose :**

« Mayenne Communauté » comptant plus de 30 000 habitants est dans l'obligation d'élaborer un Programme Local de l'Habitat (PLH) pour répondre aux exigences de la Loi de Mobilisation pour le logement et de lutte contre les exclusions, du 25 mars 2009.

La CCPM ayant arrêté son PLH en décembre 2014 et afin de pouvoir disposer, dans les meilleurs délais, d'un PLH correspondant au périmètre de cette nouvelle intercommunalité, il avait été convenu les étapes suivantes :

2015, élaboration d'un diagnostic Habitat sur la CCHL qui n'a donc pas la portée juridique et réglementaire d'un PLH, mais qui en sera un préambule.

2016 : élaboration d'un nouveau PLH à l'échelle de Mayenne Communauté, en prenant en compte le diagnostic réalisé sur la CCHL et le PLH de la CCPM

1<sup>er</sup> janvier 2018 : PLH effectif à l'échelle de la nouvelle intercommunalité

Mayenne Communauté lance une consultation pour la révision du SCOT (Schéma de Cohérence Territoriale) de la CCPM et l'élaboration d'un Plui au 1<sup>er</sup> semestre de 2016.

Il est proposé de lancer dans ce même marché l'élaboration du nouveau PLH afin :

- d'une part, de pouvoir mutualiser sur la production des données (notamment au niveau des ateliers thématiques, ainsi que de la définition du nombre de nouveaux logements à prévoir pour chacune des communes)

- d'autre part, de pouvoir mettre en œuvre le nouveau PLH dès janvier 2018.

La prestation consistera en une assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'élaboration du nouveau PLH : Le diagnostic et le programme d'actions seront élaborés en régie par Mayenne Communauté, en concertation avec le prestataire.

Le prestataire aura quant à lui la charge de réaliser le document d'orientations (notamment par la définition quantitative et qualitative des nouveaux logements par commune).

Le coût de la prestation est estimé à 30 000 € avec une aide possible, à hauteur de 30 %, du Conseil Régional sur le Fonds Régional d'Etudes Stratégiques.

***Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :***

- ***acte l'élaboration d'un nouveau PLH à partir de 2016, dans le cadre du marché de la révision du Scot et de l'élaboration du PLUI***

- ***autorise le président à solliciter une subvention du Conseil Régional sur le Fonds Régional d'Etudes Stratégiques et à signer les documents correspondants.***

### **33 – Aménagement du territoire - Les Zones Humides**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 3 mars 2016*

#### **M. VALPREMIT expose :**

Les zones humides, espaces de transition entre la terre et l'eau, constituent un patrimoine exceptionnel en raison de leur richesse biologique et des fonctions qu'elles remplissent. Néanmoins, la prise de conscience récente de l'importance de ces milieux s'accompagne d'un douloureux constat : en moins de 50 ans, plus de la moitié des zones humides du territoire français a disparu.

Sur le bassin de la Mayenne, la zone des Basses Vallées Angevines a été identifiée comme zone humide d'importance nationale et internationale et, à ce titre, fait l'objet d'une protection particulière. Il existe également de nombreuses autres zones humides de surface plus réduite et plus « ordinaires » mais tout aussi nécessaires pour la gestion des ressources en eau du bassin.

Consciente de l'importance de ces milieux, la Commission Locale de l'Eau (CLE) du bassin de la Mayenne a inscrit, dans le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE), la préservation des zones humides comme un des enjeux majeurs pour le bassin. Ainsi, le SAGE demande notamment de préserver ces milieux dans les documents d'urbanisme en leur assurant un niveau de protection en adéquation avec leurs fonctions (disposition 2A1).

La révision du schéma de Cohérence Territoriale et l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal de Mayenne Communauté, doivent obligatoirement intégrer un inventaire des zones humides afin d'être compatibles avec les objectifs de protection définis par le SAGE Mayenne. Cet inventaire suivra le guide méthodologique réalisé par le Sage Mayenne. Le coût de la prestation (inventaire, organisation de réunions, communication) est évalué, par le guide méthodologique du Sage Mayenne, entre 2 et 4 € / ha, soit entre 54 400€ et 109 000€

L'Agence de l'Eau Loire Bretagne et la Région peuvent participer au financement de l'étude à hauteur de 80% :

- 50 % au niveau de l'Agence de l'Eau

- 30 % au niveau de la Région dans le cadre de l'avenant du Contrat Régional du Bassin Versant (2015 - 2017).

***Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :***

- valide cette démarche d'inventaire des zones humides en veillant à bien intégrer les inventaires déjà réalisés sur le territoire
- lance la consultation pour le choix d'un bureau d'études dans le cadre du marché en appel d'offres de la révision du SCOT et de l'élaboration du PLUI de Mayenne Communauté
- autorise le Président à solliciter les subventions auprès des partenaires financiers (Conseil Régional, Agence de l'eau) et toutes les démarches inhérentes à cette étude
- et sollicite une dérogation pour pouvoir bénéficier d'un financement régional qui pourrait être intégré au CRBV par avenant, le commencement étant envisagé en juillet 2016.

#### 34 - Aménagement du territoire – Droit de préemption Urbain – Délégation aux communes

Reçu à la Sous-Préfecture le 14 mars 2016

##### M. VALPREMIT expose :

En application de la loi ALUR, depuis l'arrêté préfectoral en date du 10 novembre 2015, la CCPM et la CCHL et depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016 MAYENNE COMMUNAUTE sont devenues compétentes de plein droit et sans formalité en matière de Droit de Préemption Urbain (DPU) et les communes ne sont donc plus autorisées à mettre en œuvre ce droit ( Article L 211-2 al 2 du code de l'urbanisme).

Ce transfert intervient sans qu'il soit besoin de le prévoir expressément. En revanche ce transfert n'a pas pour effet d'abroger les périmètres de préemption existants et la CC est habilitée à faire valablement tous les actes qu'appelle la mise en œuvre du DPU.

Mayenne Communauté a donc désormais compétence pour instituer, modifier ou supprimer les zones sur lesquelles elle peut exercer légalement le DPU et notamment modifier ou abroger les zones de préemption créées antérieurement par les communes. et peut aussi en instituer sur les espaces naturels sensibles.

Dans l'attente de l'élaboration du PLUi et d'une redéfinition éventuelle des zones de DPU avec examen de toutes les possibilités offertes par la loi ( DPU renforcé sur des îlots d'immeubles non soumis normalement au DPU, sur les périmètres de protection rapprochée de prélèvement d'eau pour l'alimentation humaine sur tout ou partie du territoire couvert par un plan de sauvegarde et de mise en valeur rendu public ou approuvé, espaces naturels sensibles), il est proposé de s'en tenir aux périmètres actuellement établis par les communes tant sur les zones urbanisées et d'urbanisation future des communes dotés d'un PLU (U et AU), d'un POS (U et NA) et d'une carte communale (sur les secteurs identifiés)..

C'est l'assemblée délibérante qui est compétente pour exercer le DPU et pour le déléguer.

L'article L 213-3 du Code de l'urbanisme indique que « le titulaire du droit de préemption peut déléguer son droit à l'État, à une collectivité locale, à un établissement public y ayant vocation ou au concessionnaire 'un opération d'aménagement. Cette délégation peut porter sur une ou plusieurs parties de zones concernées ou être accordée à l'occasion de l'aliénation d'un bien»

Au regard de cet article est donc ouvert la possibilité pour la MC d'établir une délégation au profit des communes membres qui en disposaient précédemment et afin de leur permettre de poursuivre leurs politiques d'aménagement et prendre les décisions qui relèvent normalement du conseil communautaire. Dans ce cas, c'est une délégation de pouvoir ce qui signifie un transfert juridique de la compétence, l'assemblée communautaire perdant ainsi le pouvoir d'exercer ce DPU.

Toutefois, il convient de préciser qu'en cas de délégation à la commune, l'exercice du droit de préemption ne peut se faire que pour les opérations relevant des compétences statutaires communales.

Pour être opposable, l'acte de délégation doit être porté à l'information du public au travers de plusieurs formalités :

- transmis au contrôle de légalité et aux services fiscaux, au président du conseil supérieur du notariat, à la chambre du barreau près du Tribunal de Grande Instance. et au greffe de ce Tribunal.
- affiché pendant un mois au siège de MC ainsi que dans les mairies des communes concernées
- la mention de cet affichage doit être inséré dans 2 journaux locaux.

Il est important de rappeler que dans l'attente de ces formalités, les communes ont perdu l'exercice de ce droit de préemption et doivent être vigilantes à ne pas prendre de décision à ce sujet.

Au regard de ces éléments, il est proposé que Mayenne Communauté délègue ce droit de préemption aux



communes qui suivent dans les conditions ci-après énoncées :

COMMUNE	Zones concernées	Délibération de référence
ALEXAIN	Périmètres Carte communale	26/06/2014
ARON	Zones U et AU - PLU	11/07/2003
LA BAZOGE-MONTPINCON	Zones U et AU - PLU	17/03/2014
BELGEARD	xx	xx
CHAMPEON	U et NA - POS	18/01/2010
LA CHAPELLE AU RIBOUL	Périmètres Carte Communale	17/05/2013
CHARCHIGNE	Périmètres Carte Communale	07/05/2013
COMMER	U et NA - POS	25/07/2000
CONTEST	U et AU - PLU	04/03/2014
GRAZAY	Périmètres Carte Communale	07/11/2014
LA HAIE TRAVERSAINE	U et AU - PLU	29/08/2014
HARDANGES	xx	xx
LE HORPS	xx	xx
LE HOUSSEAU-BRETIGNOLLES	xx	xx
JUBLAINS	Zones U - POS	17/09/1998
LASSAY-LES-CHATEAUX	U et AU - PLU	04/10/2004
MARCILLE-LA-VILLE	U et NA - POS	29/11/2001
MARTIGNE-SUR-MAYENNE	U et NA - POS	31/08/2001
MAYENNE	Zones urbaines – POS zone NA de Poirsac	29/10/1987 23/10/1991
MONTREUIL-POULAY	xx	xx
MOULAY	U et AU - PLU	26/06/2007
PARIGNE-SUR-BRAYE	U et AU - PLU	18/03/2014
PLACE	xx	xx
RENNES-EN-GRENOUILLES	xx	xx
LE RIBAY	U et AU - PLU	21/10/2005
SACE	U et AU - PLU	20/01/2006
SAINT-BAUELLE	U et AU - PLU	09/02/2006
SAINT-FRAIMBAULT-DE-PRIERES	U et NA - POS	27/06/2001
SAINT-GEORGES-BUTTAVENT	Périmètres Carte Communale	20/05/2015
SAINT-GERMAIN-D'ANXURE	xx	xx
SAINT-JULIEN-DU-TERROUX	xx	xx
SAINT-MARIE-DU-BOIS	xx	xx
THUBOEUF	xx	xx

Xx : le droit de préemption n'est pas institué

Selon le principe de guichet unique, c'est la commune concernée par le bien qui continue de recevoir la Déclaration d'Intention d'Aliéner sachant qu'il convient de rappeler que depuis la loi Alur seules les cessions de biens de plus de 4 ans font l'objet de DIA ( 10 ans précédemment).

Par souci de simplification et de proximité mais aussi pour ne pas submerger les services de Mayenne Communauté, le bureau propose que les communes continuent de répondre aux DIA, sans que celles-ci soient

transmises automatiquement à MC.

Cependant, afin que Mayenne Communauté puisse exercer si besoin son droit de préemption urbain dans ses domaines de compétence et notamment en matière d'économie, il sera opportun pour la Communauté de Communes d'anticiper la délégation de compétence pour des zones qui devraient accueillir un projet intercommunal et ceci afin de gagner un temps certain dans le délai de 2 mois où l'avis des domaines doit être obtenu et la décision transmise au contrôle de légalité.

Une fois ces zones ou parcelles déterminées, il conviendra de définir une procédure pour le cheminement des DIA (envoi à la DDFIP, registre de préemption).

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :**

**- prend acte du DPU de Mayenne Communauté sur toutes les zones sur lesquelles les communes en disposaient précédemment c'est à dire sur les zones urbanisées et d'urbanisation future des communes dotés d'un PLU (U et AU), d'un POS (U et NA) conformément aux délibérations visées ci-dessus.**

**- confirme le DPU de Mayenne Communauté sur les secteurs identifiés des cartes communales sur lesquelles les communes en disposaient précédemment, conformément aux délibérations visées ci-dessus.**

**- délègue aux communes membres la mise en œuvre du DPU (dans les zones et secteurs identifiés dans leurs délibérations) relatives à leur compétence à l'exception des domaines dans lesquels Mayenne Communauté a acquis une compétence.**

**- donne délégation au Président dans la limite de 150 000 € de décider de l'opportunité d'exercer ou non au nom de Mayenne Communauté le DPU dans ses domaines de compétence.**

**- procède aux formalités de notifications et d'information du public :**

**\* transmission au contrôle de légalité et aux services fiscaux, au président du conseil supérieur du notariat, à la chambre du barreau près du Tribunal de Grande Instance. et au greffe de ce Tribunal.**

**\* affichage pendant un mois au siège de MC ainsi que dans les mairies des communes concernées**

**\* publication de cet affichage dans 2 journaux locaux.**

**35 – Aménagement du territoire - Approbation de principe de continuité de la procédure d'élaboration du PLU initiée par la commune de Martigné sur Mayenne**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 3 mars 2016*

**M. VALPREMIT expose :**

Par délibération en date du 3 septembre 2014, le conseil municipal de la commune de Martigné sur Mayenne a délibéré en vue de prescrire l'élaboration de son PLU.

Depuis le 10 novembre 2015, la Communauté de Communes du Pays de Mayenne exerce la compétence "Plan Local d'Urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale".

La CCHL et la CCPM ayant fusionné au 1<sup>er</sup> janvier 2016 pour devenir Mayenne Communauté, Mayenne Communauté exerce aujourd'hui la compétence "Plan Local d'Urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale"

L'exercice de cette compétence par la communauté de communes ne permet plus à la commune de poursuivre elle-même la procédure d'élaboration de son PLU.

Ce transfert de compétence n'interdit cependant pas la poursuite de la procédure de révision. En effet, l'article L. 123-1 du code de l'urbanisme modifié par la loi du 20 décembre 2014 relative à la simplification de la vie des entreprises et portant diverses dispositions de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives dispose : «Un établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme, de document en tenant lieu ou de carte communale peut décider, le cas échéant après accord de la commune concernée, d'achever toute procédure d'élaboration ou d'évolution d'un Plan Local d'Urbanisme, d'un document en tenant lieu ou d'une carte communale, engagée avant la date de sa création ou du transfert de cette compétence».

Par délibération en date du 27 janvier 2016, le conseil municipal de Martigné sur Mayenne a sollicité la poursuite de cette procédure par Mayenne Communauté.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5217-1 et suivants ;

Vu la loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 relative à la simplification de la vie des entreprises et portant diverses dispositions de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives, modifiant l'article L.123-1 du code de l'urbanisme ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2015 M 329 du 10 novembre 2015 portant modification statutaire de la Communauté de Communes du Pays de Mayenne;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2015M334 du 18 novembre 2015 prononçant la fusion de la Communauté de Communes du Pays de Mayenne et de la Communauté de Communes Le Corps Lassay au 1<sup>er</sup> janvier 2016 pour créer le nouvel EPCI "Mayenne Communauté"

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 151-1 et suivants et R. 151-1 et suivants;

Vu la délibération du conseil municipal de Martigné sur Mayenne en date du 3 septembre 2014 ayant prescrit l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme ;

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :**

- accepte la demande de la commune de Martigné sur Mayenne de poursuivre de la procédure d'élaboration de son PLU par Mayenne Communauté,**
- autorise Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document se rapportant à cette procédure**
- et transmet la présente délibération à Monsieur le Préfet de la Mayenne.**

**36 – Aménagement du territoire - Approbation de principe de continuité de la procédure d'élaboration du PLU initiée par la commune de Saint Fraimbault de Prières**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 8 mars 2016*

**M. VALPREMIT expose :**

Par délibération en date du 31 octobre 2012, le conseil municipal de la commune de Saint Fraimbault de Prières a délibéré en vue de prescrire l'élaboration de son PLU.

Depuis le 10 novembre 2015, la Communauté de Communes du Pays de Mayenne exerce la compétence "Plan Local d'Urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale".

La CCHL et la CCPM ayant fusionné au 1<sup>er</sup> janvier 2016 pour devenir Mayenne Communauté, Mayenne Communauté exerce aujourd'hui la compétence "Plan Local d'Urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale"

L'exercice de cette compétence par la communauté de communes ne permet plus à la commune de poursuivre elle-même la procédure d'élaboration de son PLU.

Ce transfert de compétence n'interdit cependant pas la poursuite de la procédure de révision. En effet, l'article L. 123-1 du code de l'urbanisme modifié par la loi du 20 décembre 2014 relative à la simplification de la vie des entreprises et portant diverses dispositions de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives dispose : «Un établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme, de document en tenant lieu ou de carte communale peut décider, le cas échéant après accord de la commune concernée, d'achever toute procédure d'élaboration ou d'évolution d'un Plan Local d'Urbanisme, d'un document en tenant lieu ou d'une carte communale, engagée avant la date de sa création ou du transfert de cette compétence».

Par délibération en date du 28 janvier 2016, le conseil municipal de Saint Fraimbault de Prières a sollicité la poursuite de cette procédure par Mayenne Communauté.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5217-1 et suivants ;

Vu la loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 relative à la simplification de la vie des entreprises et portant diverses

dispositions de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives, modifiant l'article L.123-1 du code de l'urbanisme ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2015 M 329 du 10 novembre 2015 portant modification statutaire de la Communauté de Communes du Pays de Mayenne;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2015M334 du 18 novembre 2015 prononçant la fusion de la Communauté de Communes du Pays de Mayenne et de la Communauté de Communes Le Horps Lassay au 1<sup>er</sup> janvier 2016 pour créer le nouvel EPCI "Mayenne Communauté"

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 151-1 et suivants et R. 151-1 et suivants;

Vu la délibération du conseil municipal de Saint Fraimbault de Prières en date du 31 octobre 2012 ayant prescrit l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme ;

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :**

- **accepte la demande de la commune de Saint Fraimbault de Prières de poursuivre de la procédure d'élaboration de son PLU par Mayenne Communauté,**
- **autorise Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document se rapportant à cette procédure**
- **et transmet la présente délibération à Monsieur le Préfet de la Mayenne.**

**37 – Aménagement du territoire - Approbation de principe de continuité de la procédure d'élaboration de la carte communale initiée par la commune de Sainte Marie du Bois**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 8 mars 2016*

**M. VALPREMIT expose :**

Par délibération en date du 28 novembre 2011, le conseil municipal de la commune de Sainte Marie du Bois a délibéré en vue de prescrire l'élaboration de sa carte communale.

Depuis le 10 novembre 2015, la Communauté de Communes de le Horps Lassay exerce la compétence "Plan Local d'Urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale".

La CCHL et la CCPM ayant fusionné au 1<sup>er</sup> janvier 2016 pour devenir Mayenne Communauté, Mayenne Communauté exerce aujourd'hui la compétence "Plan Local d'Urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale"

L'exercice de cette compétence par la communauté de communes ne permet plus à la commune de poursuivre elle-même la procédure d'élaboration de sa carte communale.

Ce transfert de compétence n'interdit cependant pas la poursuite de la procédure de révision. En effet, l'article L. 123-1 du code de l'urbanisme modifié par la loi du 20 décembre 2014 relative à la simplification de la vie des entreprises et portant diverses dispositions de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives dispose : «Un établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme, de document en tenant lieu ou de carte communale peut décider, le cas échéant après accord de la commune concernée, d'achever toute procédure d'élaboration ou d'évolution d'un Plan Local d'Urbanisme, d'un document en tenant lieu ou d'une carte communale, engagée avant la date de sa création ou du transfert de cette compétence».

Par délibération en date du 2 février 2016, le conseil municipal de Sainte Marie du Bois a sollicité la poursuite de cette procédure par Mayenne Communauté.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5217-1 et suivants ;

Vu la loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 relative à la simplification de la vie des entreprises et portant diverses dispositions de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives, modifiant l'article L.123-1 du code de l'urbanisme ;

Vu l'arrêté préfectoral du 10 novembre 2015 portant modification statutaire de la Communauté de Communes le Horps Lassay;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2015M334 du 18 novembre 2015 prononçant la fusion de la Communauté de Communes du Pays de Mayenne et de la Communauté de Communes Le Corps Lassay au 1<sup>er</sup> janvier 2016 pour créer le nouvel EPCI "Mayenne Communauté"

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 151-1 et suivants et R. 151-1 et suivants;

Vu la délibération du conseil municipal de Sainte Marie du Bois en date du 28 novembre 2011 ayant prescrit l'élaboration de la carte communale ;

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :**

- **accepte la demande de la commune de Sainte Marie du Bois de poursuivre de la procédure d'élaboration de sa carte communale par Mayenne Communauté,**
- **autorise Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document se rapportant à cette procédure**
- **et transmet la présente délibération à Monsieur le Préfet de la Mayenne.**

**38 – Aménagement du territoire - Prescription de la Révision du schéma de Cohérence Territoriale à l'échelle du Pays de Mayenne, extension à l'échelle de Mayenne Communauté et définition des modalités de concertation**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 8 mars 2016*

## **M. VALPREMIT expose :**

### **Introduction**

Le SCoT de la Communauté de Communes du Pays de Mayenne a été approuvé par délibération du 14 janvier 2008.

Le SCoT du Pays de Mayenne affiche une ambition majeure qui est l'affirmation de Mayenne et de son intercommunalité comme moteur économique et de services du nord du département de la Mayenne.

Le SCOT de la CCPM se veut un document qui affirme son positionnement et sa vocation spécifique en lien avec les territoires voisins : les communes, intercommunalités voisines et l'agglomération Lavalaise. Il vise aussi à assurer le maintien des équilibres entre le pôle urbain de Mayenne et les espaces à dominante plus rurale.

Depuis son adoption en 2008, le contexte a connu de nombreuses évolutions et le cadre légal a également évolué consécutivement à l'adoption de différentes lois qui ont introduit des modifications concernant les Schémas de Cohérence Territoriale qu'il convient aujourd'hui de prendre en compte.

La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement, dite Grenelle 2, est entrée en vigueur le 13 janvier 2012. Elle modifie fortement le contenu et les objectifs du SCoT.

La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, dite ALUR, a également fait évoluer le contenu des SCoT.

La loi n°2014-626 du 18 juin 2014 relative à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises a fait évoluer le volet commerce des SCoT.

La loi n°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt.

Au regard de l'évolution du contexte, du cadre légal et de la fusion des Communautés de communes du Pays de Mayenne et Le Corps Lassay, il apparaît nécessaire et opportun d'engager une procédure de révision qui devra répondre aux objectifs suivants.

### **Objectifs poursuivis par la révision**

La révision a pour objectif d'approfondir et d'adapter les orientations stratégiques inscrites dans le SCoT approuvé le 14 janvier 2008 ainsi que d'adapter son périmètre à celui de la nouvelle communauté de communes Mayenne Communauté.

La priorité est donnée à la poursuite de l'amélioration du cadre et de la qualité de vie des habitants actuels et futurs du territoire.

Mayenne Communauté se donne pour objectifs notamment de :

- Prendre en compte la diversité du territoire de Mayenne Communauté au regard des paysages, des dynamiques de sous-bassins de vie, des spécificités d'occupation du territoire.
- Conforter la dynamique urbaine de la ville de Mayenne au sein de l'intercommunalité en particulier et dans le périmètre de la Haute Mayenne en général.
- Préciser les objectifs de production de logements pour accueillir les nouveaux habitants, répondre au desserrement des ménages, mieux accompagner le vieillissement de la population, prendre en compte sa diversité et consolider le lien entre qualité de vie et environnement.
- Corriger les déséquilibres et revitaliser les centralités, en veillant aux enjeux de solidarité et de renouvellement

urbain.

- Adapter le volet commercial au regard des nouvelles formes de commercialisation.
- Offrir des conditions favorables au développement économique et à l'emploi dans ses fonctions métropolitaines et de proximité, dans une optique de sobriété foncière et de maîtrise d'énergie.
- Confirmer l'espace agricole comme source de richesse et de développement du territoire.
- Identifier et qualifier les corridors écologiques pour préserver la biodiversité.
- Contribuer à la lutte contre le réchauffement climatique en favorisant les politiques d'aménagement concourant à la transition énergétique du territoire.
- Développer l'efficacité de tous les modes de déplacements garante de la préservation de l'environnement.
- Favoriser le développement des communications par le renforcement de la qualité des infrastructures et des réseaux de communication numérique.
- Renforcer l'attractivité touristique du territoire en encourageant et accompagnant les initiatives de structuration et de développement de l'offre touristique, notamment en valorisant les patrimoines culturels, naturels, architecturaux et urbains du territoire.

### **Les modalités de la concertation publique**

La révision du SCoT ne peut se concevoir sans une participation active de l'ensemble des acteurs du territoire. En plus de l'association obligatoire de l'Etat et des personnes publiques associées, La Communauté de Communes souhaite que ce document soit élaboré en concertation étroite avec les représentants du monde professionnel, les associations, les structures représentant la société civile ainsi que l'ensemble des habitants du territoire.

Les modalités de la concertation permettent, pendant une durée suffisante et selon les moyens adaptés au regard de l'importance et des caractéristiques du projet, au public d'accéder aux informations relatives au projet et aux avis requis par les dispositions législatives ou réglementaires applicables et de formuler des observations et propositions qui sont enregistrées et conservées par l'autorité compétente.

La concertation avec la population prendra la forme suivante :

- Information régulière sur la procédure d'élaboration du SCoT dans la presse locale, avec un minimum d'une fois par an
- Diffusion d'informations sur le projet de SCoT sur le site internet de la Communauté et sur les sites internet des communes (pour celles qui en possèdent un)
- Diffusion d'information sur la procédure d'élaboration du SCoT dans le bulletin communautaire et les bulletins communaux
- Expositions dans les communes et au siège de la communauté aux principales étapes du projet (Diagnostic, PADD, Arrêt)
- Mise à disposition d'un registre d'observations ouvert aux habitants (pendant les heures habituelles d'ouverture au public) dans chaque commune et au siège de la communauté.
- Organisation de plusieurs réunions publiques (par commune ou par secteur, générale ou thématique)

Les personnes publiques associées suivantes seront destinataires de la délibération :

- L'Etat,
- La région Pays de la Loire,
- Le département de la Mayenne,
- Les intercommunalités limitrophes du périmètre de Mayenne Communauté,
- Le parc naturel Normandie Maine,
- La chambre de commerce et d'industrie de la Mayenne,
- La chambre de métiers et de l'Artisanat de la Mayenne,
- La chambre d'agriculture de la Mayenne,
- La commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers,

Vu la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains,

Vu la loi n° 2003-590 du 2 juillet 2003 relative à l'urbanisme et l'habitat,

Vu la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement national pour l'environnement,

Vu le décret n°2012-290 du 29 février 2012 relatif aux documents d'urbanisme

Vu le décret n°2012-995 du 23 août 2012 relatif à l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme

Vu le décret n° 2013-142 du 14 février 2013 pris pour l'application de l'ordonnance n° 2012-11 du 5 janvier 2012 portant clarification et simplification des procédures d'élaboration, de modification et de révision des documents d'urbanisme

Vu la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové

Vu la loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment les articles L.131-1 à L.131-3, L.132-1 et suivant, L.141-1 et suivants et

L.300-2

Vu l'arrêté préfectoral en date du 13 mars 2002 délimitant le périmètre du SCoT du Pays de Mayenne,

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la CCPM en date du 14 janvier 2008 approuvant le SCoT du Pays de Mayenne,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2015 M 329 du 10 novembre 2015 portant modification statutaire de la Communauté de Communes du Pays de Mayenne;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2015M334 du 18 novembre 2015 prononçant la fusion de la Communauté de Communes du Pays de Mayenne et de la Communauté de Communes Le Corps-Lassay au 1<sup>er</sup> janvier 2016 pour créer le nouvel EPCI "Mayenne Communauté" ;

Vu la délibération en date du 14 janvier 2016 sollicitant l'extension du périmètre au territoire du nouvel EPCI,

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :**

**- met en révision le schéma de cohérence territoriale de la Communauté de Communes du Pays de Mayenne approuvé le 14 janvier 2008 en poursuivant les objectifs cités ci-dessus sur le périmètre de l'EPCI Mayenne Communauté.**

**- définit les modalités de concertation préalable relative à cette mise en révision telles que définies ci-dessus également et conformément aux dispositions de l'article L.300-2 du code de l'urbanisme.**

**- autorise le Président à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération et à signer tout acte ou document à intervenir**

**- et autorise le Président à solliciter les subventions susceptibles d'être accordées, notamment pour les études liées à la révision du SCoT.**

**39 - Marchés publics – Marché d'études pour l'élaboration des Schéma de Cohérence Territoriale, Plan Local d'Urbanisme Intercommunal et Programme Local de l'Habitat - Appel d'offres - Autorisation de lancement de la consultation**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 8 mars 2016*

#### **M. VALPREMIT expose :**

Dans le cadre de la fusion et au regard des obligations réglementaires (Loi Grenelle, Loi Alur, Loi SVE), Mayenne Communauté (MC) doit s'engager, dans des délais contraints, à :

- Initier avant le 1er janvier 2017 la révision du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) de l'ex CCPM pour une prise en compte du nouveau périmètre de Mayenne Communauté et des prescriptions de la loi Grenelle (intégration de notions de développement durable et obligation d'avoir un SCOT sans quoi de nouvelles zones à urbaniser ne pourront être créées)
- Élaborer un Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) avec une débat sur le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) qui doit se tenir avant le 27 mars 2017, et une approbation du document d'urbanisme avant le 31/12/2019 afin de bénéficier du report de la caducité des Plans d'Occupation des Sols et de la nécessaire « grenellisation » des PLU
- Elaborer un nouveau Programme Local de l'Habitat en cohérence avec le SCOT et le PLUi : la CCPM avait approuvé son nouveau PLH en 2014 (prévu jusqu'en 2019) et un diagnostic habitat a été réalisé sur la CCHL en 2015. En s'appuyant sur ces éléments, cela permettrait d'avoir un PLH adapté à l'échelle de Mayenne Communauté d'ici 2018 tout en mutualisant les données avec le SCOT et le PLUi (notamment au niveau des ateliers thématiques, ainsi que dans la définition du nombre de nouveaux logements à prévoir pour chacune des communes),

Si l'État a confirmé la nécessité d'élaborer des documents distincts (impossibilité de réaliser un « PLUi valant SCOT » sur Mayenne Communauté), une consultation pour un seul marché doit permettre de garantir une cohérence entre les documents tout en optimisant les coûts associés.

Le marché comprend :

- l'élaboration de trois documents distincts (SCoT, PLUi, PLH) ainsi que l'animation et la concertation nécessaire à la réalisation de ces études, en cohérence avec la charte de gouvernance
- la réalisation d'autres études nécessaires (inventaire des zones humides, schéma d'assainissement) ou en option (réalisation d'un document d'Aménagement Artisanal et Commercial)

Il convient enfin de souligner que le titulaire du marché devra s'appuyer sur l'ensemble des études déjà réalisées ou en cours sur le territoire, parmi lesquelles on peut citer :

- le diagnostic bocager (fait sur l'ex CCPM mais qu'il sera nécessaire de réaliser sur l'ex-CCHL dans le cadre du présent marché)

- l'étude Biodiversité en cours sur Mayenne Communauté qui permettra l'identification des trames vertes et bleues
- l'inventaire des zones humides (fait sur l'ex CCPM hors St Georges et qu'il sera nécessaire de réaliser sur le reste du territoire dans le cadre du présent marché)

Les études débuteront en juillet 2016, pour un arrêt du PLH d'ici 2018 et une approbation du Scot et PLUi en décembre 2019.

Au regard du montant estimé de ces études, la consultation (numérotée 16SER05) sera lancée sous forme d'appel d'offres.

La Commission des marchés, réunie le 9 février 2015 à 17h15, a donné son avis favorable au lancement de cette consultation suite à la présentation du dossier.

Suite à la mise en concurrence, la Commission d'Appel d'Offres sera à nouveau réunie pour étudier en réunion, l'analyse des offres et elle choisira l'attributaire. Enfin, la signature de ce futur marché sera soumise à l'autorisation du Conseil Communautaire.

***Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Président à lancer cette consultation.***

#### **40 – Gens du Voyage - Avis sur le schéma départemental d'accueil des gens du voyage 2016-2021**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 8 mars 2016*

#### **M. MOLL expose :**

La loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement a fixé l'obligation pour les communes de plus de 5 000 habitants d'organiser les conditions de passage et de séjour des gens du voyage sur leur territoire, dans le cadre d'un « schéma départemental d'accueil des gens du voyage ».

La loi N° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage consacre la volonté du législateur de faire obligation effective aux communes précitées de figurer dans un schéma départemental qui précise la capacité et l'implantation des aires permanentes d'accueil, ainsi que la nature des actions à caractère social destinées aux gens du voyage qui les fréquentent.

Elle reprend les principes d'intervention de la loi de 1990 en détaillant plus précisément les normes techniques minimales, les moyens financiers, le calendrier et les modalités d'élaboration d'une nouvelle génération de schémas départementaux d'accueil et d'accompagnement social des gens du voyage. En effet, l'accueil des gens du voyage sur des aires implantées sur leur domaine et aménagées par les communes de plus de 5 000 habitants suivant les modalités définies par la loi du 5 juillet 2000 et ses décrets d'application de juin 2001 devient le fondement de la politique d'intégration de cette population dans les politiques publiques nationales.

Dans chaque département, une commission consultative comprenant notamment des représentants des services de l'Etat et du Conseil départemental, des communes concernées, de la caisse locale d'allocations familiales, des représentants des gens du voyage et des associations intervenant auprès des gens du voyage, est associée à l'élaboration et à la mise en œuvre du schéma. Elle est présidée conjointement par le représentant de l'Etat dans le département et par le président du Conseil départemental.

Conformément à la loi du 5 juillet 2000 précitée, le schéma départemental est élaboré par le représentant de l'Etat dans le département et le président du Conseil départemental. Après avis du conseil municipal des communes concernées et de la commission consultative départementale, il est approuvé conjointement par le représentant de l'Etat dans le département et le président du Conseil départemental.

Deux principes fondateurs définis par la commission consultative nationale en 2002, toujours d'actualité, illustrent l'esprit régissant la conception des schémas départementaux :

- permettre aux gens du voyage le choix d'un mode de vie itinérant, sédentaire ou semi sédentaire, dans des conditions acceptables par tous, en favorisant l'insertion ;
- affirmer les droits et devoirs s'imposant à l'ensemble des citoyens, qu'ils pratiquent ou non l'itinérance.

#### **Un nouveau Schéma départemental**



L'article 1er de la loi du 5 juillet 2000 a prévu une révision des schémas départementaux tous les six ans. Cette procédure de révision constitue un moment privilégié pour faire le point sur la réalité des conditions de stationnement des gens du voyage, et plus globalement des besoins d'accueil.

En effet, la révision du schéma ne doit pas être envisagée comme la simple reconduction des objectifs définis dans le schéma initial et non atteints ou comme l'expression de la satisfaction des résultats obtenus. Les besoins des gens du voyage, à l'instar des mutations de la société française, ont évolué et il convient d'en tenir compte dans le schéma révisé.

Ainsi, les élus, les responsables associatifs et les services de l'État constatent un ancrage territorial en nette progression en Mayenne avec une grande variété de situations : les gens du voyage qui restent très mobiles, les gens du voyage semi-sédentaires qui effectuent des déplacements limités dans l'espace et dans le temps et les gens du voyage qui ne voyagent plus.

Ces évolutions nécessitent une pluralité de réponses :

- le maintien des aires déjà réalisées et l'obligation de reconduire certains équipements non réalisés, autrement dit l'acquis du schéma précédent,
- le réaménagement et la rénovation d'aires d'accueil anciennes et inadaptées,
- une organisation des modalités de gestion des aires,
- le développement d'un habitat adapté aux gens du voyage qui ne voyagent plus ou qui voyagent mais de manière limitée.

Un schéma départemental associé à d'autres réglementations

L'Etat veillera à ce qu'il y ait adéquation entre les prescriptions du schéma départemental d'accueil des gens du voyage et les documents d'urbanisme, lesquels doivent répondre à la satisfaction des besoins présents et futurs en matière d'habitat de tous les citoyens.

Il est ainsi nécessaire que le schéma départemental 2016-2021 soit effectivement pris en compte dans les SCOT, les PLH et dans l'ensemble des documents d'urbanisme.

Pour ce qui relève des SCOT, il est recommandé de rappeler l'existence d'un schéma départemental d'accueil comme étant un document ayant une portée juridique. Le SCOT doit prendre en compte la désignation des communes ou secteurs d'implantation des aires d'accueil et doit prendre en compte les besoins d'habitat de toutes les catégories de population y compris les gens du voyage.

Pour ce qui relève des PLH, leur diagnostic doit analyser les besoins propres à certaines catégories de population, dont les gens du voyage. Les orientations définies par le PLH doivent indiquer les principes retenus pour répondre aux difficultés particulières de certaines populations dont les gens du voyage.

Enfin, il convient de noter que les PLU doivent être compatibles avec les PLH.

Pour ce qui relève des documents d'urbanisme, ils doivent être en cohérence avec le schéma départemental d'accueil des gens du voyage. Le rôle de l'État est d'y veiller, notamment au stade du porter à connaissance et de l'association mais aussi de l'avis qu'il donne sur le document d'urbanisme arrêté.

Les besoins d'habitat ne se limitent pas aux aires définies par le schéma. Les documents d'urbanisme doivent aussi prendre en compte les besoins des gens du voyage sédentaires ou semi-sédentaires. Ils concernent diverses formes d'habitat permanent : caravanes, constructions diverses, logements spécifiques ou non.

Enfin, tout au long de la mise en œuvre du schéma départemental 2016-2021, ces besoins liés à la sédentarisation ou semi-sédentarisation doivent être pris en compte et examinés avec les partenaires concernés, en particulier dans le cadre des dispositifs de droit commun, notamment du Plan Local d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PLALHPD) élaboré par l'Etat et le conseil départemental de la Mayenne pour les cinq années à venir, et du Plan Départemental d'Insertion (PDI).

### **Synthèse des principaux enjeux du schéma départemental 2016-2021**

**Prendre en considération l'évolution des besoins et des attentes des gens du voyage en termes d'habitat** (sédentarisation, accession à la propriété).

**Renforcer les actions d'accompagnement social et d'insertion en faveur des gens du voyage séjournant sur les aires permanentes d'accueil** : coordonner les actions et les acteurs pour ce qui relève notamment de la scolarisation et de la santé, mettre en place un projet social par aire d'accueil.

**Favoriser l'accès aux dispositifs et services de droit commun**, notamment en terme d'insertion sociale, d'orientation, de formation des jeunes et d'intégration dans la vie professionnelle.

Le schéma départemental est conclu pour une durée de six années (période 2016-2021). Il fera l'objet, en tout état de cause, d'une révision en 2021.

La commission départementale consultative des gens du voyage se réunit deux fois par an sur convocation de ses deux présidents (préfet de département et président du conseil départemental), à l'initiative de l'un d'entre eux ou sur demande d'un tiers de ses membres. Elle établit chaque année un bilan d'application du schéma

départemental.

Le suivi régulier et permanent du schéma départemental est assuré par un comité prévu à cet effet animé par un représentant du corps préfectoral et composé notamment du directeur départemental des territoires, du directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations et du directeur de la caisse locale d'allocations familiales.

Le schéma départemental d'accueil des gens du voyage fait l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture et du conseil départemental et est transmis aux communes et aux établissements publics de coopération intercommunale pour avis.

**M. le Président :** " Vous savez, les gens du voyage, c'est une culture. Ce sont des gens qu'il faut apprendre à connaître. Il y a une soirée tous les ans, en juin, organisée par les gens du voyage. C'est une belle fête avec des animations. Je vous invite à venir, c'est un beau moment de détente et de convivialité."

**M. MOLL :** " Vous serez invités par la commission santé à y participer."

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, émet un avis favorable sur ce Schéma départemental d'accueil des Gens du Voyage.**

#### **41 – Déchets - Reprise papier issu du tri sélectif**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 8 mars 2016*

##### **Mme MORIN expose :**

Au regard de l'échéance du contrat de reprise du flux « papiers, journaux, magazines » (PJM) au 31 décembre 2015 et dans le cadre de la fusion, une consultation a été réalisée en novembre dernier auprès de 4 repreneurs potentiels pour la reprise des tonnages de Mayenne Communauté (environ 800 tonnes au départ du centre de tri de la société Sphère à Donville les bains).

Afin d'optimiser les flux triés, de gagner en cohérence sur le territoire et compte tenu de l'existence à Lassay de l'association « Aide au Tiers Monde » (qui collecte depuis 30 ans les papiers afin de dégager des recettes pour des actions de solidarité internationale au Burkina Faso), il a été demandé aux repreneurs, en option, des prix afin de collecter les papiers de cette association.

2 repreneurs ont formulé des offres et seule la société Sphère a proposé une offre intégrant la reprise des papiers de l'association. Cette option permet le transfert des tonnages de l'association vers notre centre de tri et leur intégration dans nos déclarations aux éco-organismes (Ecofolio et Eco-emballages), augmentant ainsi les performances de la collectivité. Au regard de ces éléments, la proposition de la société Sphère apparaît la mieux disante.

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :**

**- retient l'offre de la société Sphère à 83 €HT/tonne et autorise le Président à signer le contrat de reprise établi jusqu'au 31 mars 2017, renouvelable 2 fois un an**

**- autorise le Président à signer une convention avec l'association Aide au Tiers Monde afin de leur verser des soutiens directement proportionnels aux tonnes de papiers collectés dans le cadre de leur démarche de solidarité internationale. La convention sera établie jusqu'au 31 mars 2017, renouvelable 2 fois un an.**

#### **42 – Déchets - Demande de subventions pour la mise en place de la redevance incitative**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 8 mars 2016*

##### **Mme MORIN expose :**

Par délibération en date du 14 janvier 2016 et conformément à l'article L2333-76 du CGCT, les élus de Mayenne Communauté ont acté le maintien transitoire des systèmes de financement des services déchets pré-existant avant la fusion.

L'objectif de Mayenne Communauté est d'atteindre une harmonisation des tarifs dès le 1er janvier 2018 en allant vers une redevance incitative sur l'ensemble du territoire de Mayenne Communauté et répondre ainsi aux objectifs environnementaux, économiques et sociétaux fixés par les lois Grenelle et plus récemment par la loi de Transition Énergétique.

Dans ce cadre l'Etat a confié à l'ADEME ( Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie) une mission de soutien technique et financier aux opérations locales pour la réduction des déchets.

***Afin de réaliser les investissements nécessaires à l'extension de la tarification incitative sur l'ensemble du territoire de Mayenne Communauté et après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Président à solliciter les subventions ad hoc auprès de l'ADEME ainsi qu'à signer tous les documents correspondants.***

#### **43 – Tourisme - Taxe de séjour**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 8 mars 2016*

#### **M. SOUTIF expose :**

Exposé des motifs :

Lors du vote du protocole de neutralisation, Mayenne communauté a décidé de la mise en place de la taxe de séjour sur l'ensemble du territoire puis lors du bureau communautaire du 9 février dernier, nous avons décidé de l'organisation pratique. En effet, depuis plusieurs mois les élus, les services et l'Office de Tourisme travaillent de concert.

En nous appuyant sur les compétences de l'Office de Tourisme dans ce domaine, l'office assurera la gestion du fichier des hébergeurs (collecte des informations, mise à jour...), le fait d'assurer directement le suivi des fréquentations lui permettra de mesurer la fiabilité des données et d'avoir une plus grande réactivité dans l'analyse de l'activité des prestataires. C'est également l'office qui pourra pointer les déclarations et procéder aux relances téléphoniques si nécessaire. A partir des données ainsi recueillies, l'office pourra procéder à une analyse précise de notre fréquentation. Ces données permettront également « d'ausculter » la santé économique des hébergeurs. Il apparaît donc tout indiqué que l'Office de Tourisme assume la gestion de la taxe de séjour au nom de la collectivité. Cette mission devra être mentionnée dans la convention d'objectifs que nous signerons avec l'Office de Tourisme vallée de Haute Mayenne dans le courant de ce premier semestre.

Il est désormais nécessaire de vous proposer de délibérer sur les tarifs applicables pour chaque type d'hébergement. Ces tarifs ont été travaillé avec la collaboration du cabinet Nouveaux territoires d'après trois critères : le type d'hébergement présent sur notre territoire, la volonté d'être équitable entre les différentes catégories d'hébergements et en fonction des tarifs pratiqués sur les territoires voisins (Coëvrons et Laval).

Article 1 :

La communauté de commune instaure à compter du 1er juin 2016 une taxe de séjour sur l'ensemble de son territoire.

Article 2 :

La taxe de séjour est perçue sur l'ensemble de la commune auprès des personnes hébergées à titre onéreux et qui n'y sont pas domiciliées et qui n'y possèdent pas de résidence à raison de laquelle elles sont passibles de la taxe d'habitation (voir : article L.2333-29 du Code général des collectivités territoriales).

La taxe de séjour est perçue au réel par toutes les natures d'hébergement à titre onéreux proposés :

- Palaces,
- Hôtels de tourisme,
- Résidences de tourisme,
- Locations saisonnières (meublés, chambres d'hôtes...),
- Village de vacances,
- Emplacements dans des aires de campings-cars et des parcs de stationnement touristiques
- Terrains de camping,
- Autres établissements présentant des caractéristiques de classement touristique équivalents.
- Terrains de caravanage

Son montant est calculé à partir de la fréquentation réelle des établissements concernés.

Le montant de la taxe due par chaque touriste est égal au tarif qui lui est applicable en fonction de la classe de l'hébergement dans lequel il réside, multiplié par le nombre de nuitées correspondant à la durée de son séjour. La taxe est ainsi perçue par personne et par nuitée de séjour.

Article 3 :

La taxe de séjour est perçue sur la période allant du 1er juin au 31 décembre 2016 et pour les années suivantes du 1er janvier au 31 décembre.

**Article 4 :**

Conformément à l'article L.2333-30, les tarifs doivent être arrêtés par le conseil communautaire avant le début de la période de perception.

Le barème suivant sera appliqué à partir du 1er juin 2016 :

Catégories d'hébergement	Tarif en € par nuit et par personne
Palaces et tous les autres établissements présentant des caractéristiques de classement touristique équivalentes	4,00 €
Hôtels de tourisme 5 étoiles, résidences de tourisme 5 étoiles, meublés de tourisme 5 étoiles et tous les autres établissements présentant des caractéristiques de classement touristique équivalentes	3,00 €
Hôtels de tourisme 4 étoiles, résidences de tourisme 4 étoiles, meublés de tourisme 4 étoiles et tous les autres établissements présentant des caractéristiques de classement touristique équivalentes	1,00 €
Hôtels de tourisme 3 étoiles, résidences de tourisme 3 étoiles, meublés de tourisme 3 étoiles et tous les autres établissements présentant des caractéristiques de classement touristique équivalentes	1,00 €
Hôtels de tourisme 2 étoiles, résidences de tourisme 2 étoiles, meublés de tourisme 2 étoiles, villages de vacances 4 et 5 étoiles et tous les autres établissements présentant des caractéristiques de classement touristique équivalentes	0,90 €
Chambres d'hôtes	0,80 €
Hôtels de tourisme 1 étoile, résidences de tourisme 1 étoile, meublés de tourisme 1 étoile, villages de vacances 1, 2 et 3 étoiles, emplacements dans des aires de camping-cars et des parcs de stationnement touristiques par tranche de 24 heures et tous les autres établissements présentant des caractéristiques de classement touristique équivalentes	0,50 €
Meublés de tourisme et hébergements assimilés en attente de classement ou sans classement	0,80 €
Hôtels et résidences de tourisme, villages de vacances, et hébergements assimilés en attente de classement ou sans classement	0,50 €
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 4 et 5 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes	0,60 €
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 3 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes	0,50 €
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 1 et 2 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, ports de plaisance	0,20 €

**Article 5 :**

Pour les hébergements non classés mais labellisés, une correspondance sera établie pour les logements labellisés entre le niveau de leur label et les étoiles. Par exemple : 2 épis, 2 clés, 2 cheminées seront égales à 2 étoiles.

Des arrêtés pourront répartir par référence au barème les aires, les espaces, les locaux et les autres installations accueillant les personnes mentionnées à l'article L. 2333-32 du CGCT.

**Article 6 :**

Sont exemptés de la taxe de séjour conformément à l'article L. 2333-31 du CGCT

Les personnes mineures ;

Les titulaires d'un contrat de travail saisonnier employés dans la commune ;

Les personnes bénéficiant d'un hébergement d'urgence ou d'un relogement temporaire.

**Article 7 :**

Les logeurs doivent déclarer tous les mois le nombre de nuitées effectuées dans leur établissement auprès de l'Office de Tourisme Vallée de Haute Mayenne.

Cette déclaration peut s'effectuer par courrier ou par internet.

En cas de déclaration par courrier le logeur doit transmettre chaque mois avant le 10 le formulaire de déclaration accompagné d'une copie intégrale de son registre du logeur.

En cas de déclaration par internet le logeur doit effectuer sa déclaration avant le 15 du mois.

L'office de tourisme transmet à tous les hébergeurs un état récapitulatif portant le détail des sommes collectées qu'ils doivent leur retourner accompagné de leur règlement avant le :

avant le 30 septembre, pour les taxes perçues du 1er mai au 31 août

avant le 31 janvier, pour les taxes perçues du 1er septembre au 31 décembre

avant le 31 mai, pour les taxes perçues du 1er janvier au 30 avril

**Article 8 :**

Le produit de cette taxe est intégralement utilisé pour le développement touristique du territoire conformément à l'article L.2231-14 du CGCT.

**M. SOUTIF :** " Cette délibération est prise en coordination parfaite avec l'office de tourisme. C'est bien Mayenne Communauté qui délibère sur cette nouvelle fiscalité, par contre dans la mise en oeuvre, c'est en coordination avec l'office de tourisme."

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide la taxe de séjour selon les modalités précisées ci-avant et applicable à compter du 1<sup>er</sup> juin 2016.**

**44 - Ressources humaines - Mise en place du régime indemnitaire des agents de Mayenne Communauté**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 8 mars 2016*

**M. RAILLARD expose :**

***Pour permettre le versement du régime indemnitaire aux personnels de la filière culturelle, une prime doit être ajoutée à la délibération adoptée le 14 janvier 2016. Il s'agit de la prime de technicité forfaitaire des personnels des bibliothèques (n°15 dans la délibération ci-après)***

Vu la loi 84-53 du 26 janvier 1984 (article 88) et son décret d'application (décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 modifié).

Les fonctionnaires et agents territoriaux peuvent, sur décision de l'organe délibérant, percevoir des primes et indemnités en complément de leur traitement indiciaire.

Ce régime indemnitaire ne peut toutefois pas être plus favorable que celui dont bénéficient les fonctionnaires de l'Etat exerçant des fonctions équivalentes. Il est obligatoirement fondé soit sur des textes applicables à la fonction publique d'Etat soit sur des textes propres à la fonction publique territoriale.

Vu l'article 20 de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droit et obligations des fonctionnaires, aux articles 87, 88, 111 et 136 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et au décret n°91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 précitée,

Vu l'article 88 alinéa 2 du 26 janvier 1984, les agents qui subiraient une baisse de leur régime indemnitaire, dans le cadre de la mise en place de la fusion, se voient conserver le bénéfice, à titre individuel, du maintien du montant indemnitaire dont ils disposaient, en application des dispositions réglementaires antérieures.

Considérant que les dispositions applicables aux titulaires, stagiaires à temps complet ou non complet, à temps partiel faisant l'objet de la présente délibération pourront être étendues aux collaborateurs de cabinet et aux agents non titulaires de droit public relevant des motifs de remplacement de l'article 3-2, 3-3 alinéa 1,2, 3-4 et 3-5 de la loi du 26 janvier 1984 de la collectivité sur les mêmes bases que celles applicables aux fonctionnaires des grades de référence.

Considérant l'indexation du régime indemnitaire sur la valeur du point d'indice dès lors que la nature de l'indemnité le permet,

Considérant l'indexation de la Prime de fin d'année sur la valeur du point d'indice pour les agents conservant cette indemnité au titre des avantages acquis (article L5211-4 du code général des collectivités),

Considérant le calcul du montant individuel au prorata du temps de travail de l'agent concerné,

Considérant le maintien, à hauteur du traitement, du régime indemnitaire de l'agent en cas d'absence pour raison de santé sauf pour les indemnités d'astreinte, de travaux insalubres et de responsable d'équipe,

Monsieur le Président propose d'attribuer au personnel de Mayenne Communauté les primes et indemnités suivantes et de déterminer, le cas échéant, les enveloppes au coefficient maximale de chacune des indemnités dans le respect de la proposition du budget primitif soit 511 944 € (titulaires et non titulaires):

### 1/La prime de fonctions et de résultats (PFR)

Références : Décret 2008-1533 du 22.12.2008; Arrêtés du 22.12.2008 et du 09.10.2009

Bien que la PFR soit abrogée depuis juin 2015 au profit de l'indemnité de fonctions, de sujétions, d'expertise et d'engagement professionnel, dite IFSEEP, il n'est pas possible aujourd'hui de mettre en place cette dernière. En effet, si cette indemnité est parfaitement transposable à la FPT en application du principe de parité rappelé par l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 et son décret d'application n° 91-875 du 6 septembre 1991 pour les grades rendus équivalents dans la FPT, il est nécessaire d'attendre la publication de décrets complémentaires fixant les modalités de son application. Le courrier de la Direction Générale de l'Administration et de la Fonction publique du 17 avril 2015 nous informe que le calendrier est assoupli. Le principe d'une généralisation du dispositif au 1<sup>er</sup> janvier 2017 est réaffirmé.

Ainsi, par principe de continuité, **il vous est proposé de proroger le versement de la PFR aux agents de Mayenne Communauté pouvant y prétendre selon les conditions suivantes,**

La PFR est composé de deux parts cumulables entre elles :

- une part liée aux fonctions exercées par l'agent : responsabilités niveau d'expertise, sujétions spéciales liées au fonction,
- une part liée aux résultats de la procédure d'évaluation individuelle et la manière de servir au regard des objectifs fixés.

- Les bénéficiaires :

Elle est prorogée pour les grades d'attaché et d'attaché principal.

Grade	PFR – part liée au fonctions				PFR part liée au résultat			
	Montant annuel de référence	Coefficient mini	Coefficient maxi	Montant individuelle maxi	Montant annuel de référence	Coefficient mini	Coefficient maxi	Montant individuel maxi
Attachés	1750	1	6	10500	1600	0	6	20100
Attachés principaux	2500	1	6	15000	1800	0	6	25800

- Les critères

Pour la part liée aux fonctions seront pris en compte:

- des responsabilités,
- du niveau d'expertise,
- et des sujétions spéciales liées aux fonctions exercées,

Rappel : les agents logés par nécessité absolue de service ont un coefficient limité à 3.

Pour la part liée aux résultats :

Dans la cadre de l'évaluation annuelle, cette part prend en compte les éléments suivants :

- l'efficacité dans l'emploi et la réalisation des objectifs fixés,
- les compétences professionnelles et techniques,
- les qualités relationnelles,
- la capacité d'encadrement ou à exercer des fonctions d'un niveau supérieur.

- Les modalités de versement :

\_ La part liée aux fonctions : sera versée mensuellement

\_ La part liée aux résultats : sera versée mensuellement

Toutefois, tout ou partie de la part liée aux résultats pourra être attribuée au titre d'une année sous la forme d'un versement exceptionnel, pouvant intervenir une à deux fois par an et non reconductible automatiquement d'une année sur l'autre.

- La date d'effet : le 1<sup>er</sup> janvier 2016. Elle ne sera plus versée dès la mise en place de l'IFSEEP.

***Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, continue le versement de la PFR et applique dès que possible l'IFSEEP en respectant l'enveloppe budgétaire déterminé au vote du budget de chaque année.***

## 2/ L'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires

Référence : Décret n°2002-63 du 14 janvier 2002 relatif à l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires

- Les bénéficiaires

	IFTS (coefficient de 0 à 8) montant moyen annuel
Rédacteur principal de 1ère classe	857,82
Rédacteur principal de 2ème classe supérieur ou égal à l'échelon 5	857,82
Rédacteur supérieur ou égale au 6ème échelon	857,82
Éducateur APS principal de 1ère classe	857,82
Éducateur APS principal de 2ème classe supérieur ou égal au 5ème échelon	857,82
Éducateur APS supérieur ou égal au 6ème échelon	857,82
Animateur principal de 1ère classe	857,82
Animateur principal de 2ème classe supérieur au égal au 5ème échelon	857,82
Animateur supérieur ou égal au 6ème échelon	857,82
Attaché de conservation du patrimoine	1078,72
Bibliothécaire	1078,72
Assistant de conservation principal de 1ère classe	857,82
Assistant de conservation principal de 2ème classe supérieur ou égal au 5ème échelon	857,82
Assistant de conservation supérieur ou égal au 6ème échelon	857,82

- Les critères d'attribution

L'I.F.T.S. ne peut être cumulée avec l'I.A.T. Elle ne peut pas être attribuée aux agents logés par nécessité absolue de service

Le montant de l'IFTS varie suivant le supplément de travail fourni et l'importance des sujétions auxquelles le bénéficiaire est appelé à faire face dans l'exercice de ses fonctions.

Les attributions individuelles ne peuvent excéder huit fois le montant moyen annuel attaché à la catégorie à laquelle appartient l'agent.

- Les modalités de versements

L'IFTS est versée mensuellement

- La date d'effet est le 1<sup>er</sup> janvier 2016

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, verse l'IFTS aux agents de Mayenne Communauté dans le cadre de l'enveloppe budgétaire votée.**

### 3/L'indemnité d'exercice des missions

Références : décret n°2003-1013 du 23 octobre 2003 et décret n°97-1223 du 26 décembre 1997

- Les bénéficiaires

	IEM (coef de 0 à 3) Montant de référence annuel
Rédacteur principal de 1ère classe	1492,00
Rédacteur principal de 2ème classe	1492,00
Rédacteur	1492,00
Agent de maîtrise principal	1204,00
Agent de maîtrise	1204,00
Educateur APS principal de 1ère classe	1492,00
Educateur APS principal de 2ème classe	1492,00
Educateur APS	1492,00
Animateur principal de 1ère classe	1492,00
Animateur principal de 2ème classe	1492,00
Animateur	1492,00

- Les critères d'attribution

Les critères d'attribution sont modulés en fonction de plusieurs éléments, tels que :

- ✓ l'évaluation,
- ✓ le niveau de responsabilité,
- ✓ l'animation d'une équipe

L'indemnité d'exercice de missions des préfectures peut se cumuler avec:

- ✓ les indemnités horaires pour travaux supplémentaires (I.H.T.S.),
- ✓ l'indemnité d'administration et de technicité (I.A.T.),
- ✓ les indemnités forfaitaires pour travaux supplémentaires (I.F.T.S.)

- Les modalités de versements

L'IEM est versée mensuellement

- La date d'effet est le 1<sup>er</sup> janvier 2016

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, verse l'IEM aux agents de Mayenne Communauté dans le cadre de l'enveloppe budgétaire votée.**

### 4/ Indemnité d'administration et de technicité

Références : Décret n°2002-61 du 14 janvier 2002 relatif à l'indemnité d'administration et de technicité et Arrêté du 14 janvier 2002 fixant les montants de référence de l'indemnité d'administration et de technicité

- Les Bénéficiaires

Les agents qui peuvent percevoir cette indemnité sont :



les fonctionnaires de catégorie C, les fonctionnaires de catégorie B dont la rémunération est au plus égale à celle qui correspond à l'I.B. 380

	IAT ( coef de 0 à 8) Montant de référence annuel
Rédacteur principal de 2ème classe inférieur ou égal au 4ème échelon	706,62
Rédacteur inférieur ou égale au 5ème échelon	588,69
Adjoint administratif principal de 1ère classe	476,10
Adjoint administratif principal de 2ème classe	469,67
Adjoint administratif de 1ère classe	464,30
Adjoint administratif de 2ème classe	449,28
Agent de maîtrise principal	490,05
Agent de maîtrise	469,67
Adjoint technique principal de 1ère classe	476,10
Adjoint technique principal de 2ème classe	469,67
Adjoint technique de 1ère classe	464,30
Adjoint technique de 2ème classe	449,28
Assistant de conservation principal de 2ème classe inférieur ou égale au 4ème échelon	706,62
Assistant de conservation inférieur ou égale au 5ème échelon	588,69
Adjoint du patrimoine principal de 1ère classe	476,10
Adjoint du patrimoine principal de 2ème classe	469,67
Adjoint du patrimoine de 1ère classe	464,30
Adjoint du patrimoine de 2ème classe	449,28
Educateur APS principal de 2ème classe inférieur ou égal au 4ème échelon	706,62
Educateur APS inférieur ou égal au 5ème échelon	588,69
Animateur principal de 2ème classe inférieur ou égal au 4ème échelon	706,62
Animateur inférieur ou égal au 5ème échelon	588,69
Adjoint d'animation principal de 1ère classe	476,10
Adjoint d'animation principal de 2ème classe	469,67
Adjoint d'animation de 1ère classe	464,30
Adjoint d'animation de 2ème classe	449,28

- Les critères d'attribution

Pour les agents de catégorie C, le montant de l'indemnité est fixée à 106,96.

Ce montant est majoré dans les cas suivants :

- compensation des indemnités de conduite
- compensation de la prime de fin d'année qu'il n'est pas possible d'attribuer aux agents nouvellement recrutés,
- compensation liée à la diminution de chèque déjeuner pour le service collecte des déchets
- compensation liée à la difficulté de la mission des collectes des déchets
- compensation de la mission de chef d'équipe.

Contrairement au montant de base de 106,96 euros, ces compléments IAT ne sont pas évolutifs en fonction de la valorisation de l'indice de rémunération de la fonction publique.

- Les modalités de versements

L'IAT est versée mensuellement

- La date d'effet est au 1<sup>er</sup> janvier 2016

***Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, verse l'IAT aux agents de Mayenne Communauté dans le cadre de l'enveloppe budgétaire votée.***

## **5/ L'indemnité de suivi et d'orientation des élèves**

Références :décret 93-55 du 15 janvier 1993

- Les Bénéficiaires

Professeur hors classe
Professeur de classe normale
Assistant principal de 1ère classe d'enseignement artistique
Assistant principal de 2ème classe d'enseignement artistique
Assistant d'enseignement artistique

- Les critères d'attribution

L'indemnité comporte une part fixe et une part modulable.

La part fixe est liée à l'exercice effectif de fonctions enseignantes et en particulier le suivi individuel et l'évolution des élèves. Le taux annuel de référence est de 1199,96 euros.

La part modulable est liée à des tâches de coordination dans le suivi et l'orientation des élèves. Le taux annuel de référence est de 1408,92 euros.

Elles évoluent avec l'indice 100 de la fonction publique.

Un complément d'ISO peut être attribué :

- en compensation de la prime de fin d'année qu'il n'est pas possible d'attribuer aux agents nouvellement recrutés,
- au regard de mission de coordination et de responsabilité du poste.

- Les modalités de versements : Le versement est mensuel.

- La date d'effet est fixée au 1<sup>er</sup> janvier 2016

***Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, verse l'ISO aux agents de Mayenne Communauté dans le cadre de l'enveloppe budgétaire votée.***

## **6/ L'indemnité horaire pour travaux supplémentaires**

Références :Décret 202-60 du 14 janvier 2002

- Les bénéficiaires :

Les indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS) ne concernent que les agents de catégorie B ou C des filières ; technique, administrative, culturelle et d'animation.

- Les critères d'attribution :

Les heures supplémentaires seront prioritairement récupérées sous forme d'un repos compensateur. Elle ne pourront être indemnisées que dans le cadre des dispositions réglementaires et avec décisions express de l'autorité territoriale.

- Les modalités de versements : Les agents à temps non complet peuvent être également autorisés à effectuer des heures complémentaires en plus de leur temps de travail, en raison des nécessités de service et à la demande du responsable hiérarchique. Le nombre d'heures complémentaires effectuées par l'agent à temps non complet ne peut conduire au dépassement du temps légal par semaine. Les heures effectuées au-delà relèveront

du régime des heures supplémentaires. Les heures complémentaires, si elle ne peuvent être récupérées, seront rémunérées sur la base du traitement habituel de l'agent.

Les heures complémentaires et supplémentaires ne pourront être payées que sur production d'un état mensuel nominatif constant le nombre d'heures à payer ou à récupérer.

- La date d'effet : 1<sup>er</sup> janvier 2016

***Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, verse l'indemnité horaire pour travaux supplémentaires.***

## **7/L'indemnité forfaitaire représentative de sujétions**

Références : décret 2013-662 du 23 juillet 2013

- Les bénéficiaires :

	IFRTS
Éducateur principal de jeunes enfants	1050
Éducateur de jeunes enfants	950

- Les critères d'attribution : Les montant individuel est obtenu un coefficient multiplicateur de 1 à 7. Le montant de base mensuel versé est de 150 euros brut. Le cas échéant, il est complété d'un montant de 92 euros au titre de la compensation de la prime de fin d'année que la collectivité ne peut verser au nouvel arrivant.

- Les modalités de versements : Cette indemnité est versée mensuellement

- La date d'effet est fixée au 1<sup>er</sup> janvier.

***Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, verse l'IFRTS aux agents de Mayenne Communauté dans le cadre de l'enveloppe budgétaire votée.***

## **8/ L'indemnisation des travaux supplémentaires pour élections.**

Références : le décret n° 2002-63 du 14 janvier 2002 relatif à l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires des services déconcentrés, l'arrêté ministériel du 27 février 1962 relatif à l'indemnité forfaitaire complémentaire pour élections,

Considérant que la rémunération des travaux supplémentaires effectués au-delà des heures normales de services, à l'occasion des consultations électorales est assurée :

- en Indemnité Forfaitaire Complémentaire pour Elections (IFCE) pour les agents attributaires de l'Indemnité Forfaitaire pour Travaux Supplémentaires (IFTS)
- en Indemnités Horaires pour Travaux Supplémentaires (IHTS) pour les agents qui ne peuvent prétendre à l'IFTS et dans la mesure où les heures supplémentaires n'ont pas été compensées par une récupération pendant les heures normales de services,

Considérant la convention de remboursement de mise à disposition du personnel entre la ville de Mayenne et Mayenne Communauté en date 17/12/2015.

## **A/Indemnité Forfaitaire Complémentaire pour Elections (IFCE)**

- **Bénéficiaires**

Il est institué l'indemnité forfaitaire complémentaire pour élections selon les modalités et suivant les montants définis par le décret n° 2002-63 du 14 janvier 2002 et l'arrêté du 27 février 1962 pour les agents relevant des cadre d'emplois suivants :

Attaché territorial

Le montant de référence calcul sera celui de l'IFTS de 2<sup>ème</sup> catégorie assorti d'un coefficient de 1.

- **Modalité d'Attributions individuelles :** Conformément au décret n° 91-875 du 6 septembre 1991,

Monsieur le Maire fixera les attributions individuelles, en fonction du travail effectué, selon les modalités de calcul de l'IFCE et dans la limite des crédits inscrits.

### **B/Indemnité Horaire pour Travaux Supplémentaires (IHTS)**

Il est décidé d'attribuer les indemnités horaires pour travaux supplémentaires au personnel ayant participé aux opérations électorales et ne pouvant prétendre aux indemnités forfaitaires pour travaux supplémentaires et n'ayant pas récupéré le temps supplémentaire effectué. Les agents non titulaires pourront percevoir les IHTS selon les mêmes conditions que les fonctionnaires.

- **Modalités d'attribution**

Les agents employés à temps complet percevront les IHTS selon le tarif des heures supplémentaires de dimanche, et éventuellement de nuit, correspondant à leur indice, et calculées selon les articles 7 et 8 du décret n° 2002-60 précité.

Les agents employés à temps non complet percevront des IHTS rémunérées en heures complémentaires basées sur le traitement, sans majoration de dimanche ou de nuit dans la limite de la durée légale du travail. Au-delà, les agents à temps non complet percevront des IHTS selon les mêmes conditions que les agents à temps complet.

- **Modalité de versement**

Le paiement de ces indemnités sera effectué après chaque tour de consultations électorales. La ville de Mayenne remboursera Mayenne communauté selon la convention citée si dessus.

- **Date d'effet : 1<sup>er</sup> janvier 2016**

### **9/ La Prime de service et de rendement**

Références :Décret n° 2009-1558 du 15 décembre 2009

- Les bénéficiaires :

	PSR (montant annuel de base)
Ingénieur principal	2817,00
Ingénieur	1659,00
Technicien principal de 1ère classe	1400,00
Technicien principal de 2ème classe	1330,00
Technicien	1010,00

- Les critères d'attribution :

La prime de service et de rendement est attribuée en fonction de l'importance du poste et de la qualité des services rendus. Le coefficient de modulation du montant de référence doit être compris entre 0 et 2.

- Les modalités de versements : Le versement est mensuel.

- La date d'effet : 1<sup>er</sup> janvier 2016

***Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, verse la PSR aux agents de Mayenne Communauté dans le cadre de l'enveloppe budgétaire votée.***

### **10/ L'indemnité spécifique de service**

Références : décret n° 2003-799 du 25 août 2003 modifié

- Les bénéficiaires :Les bénéficiaires sont les ingénieurs principaux, ingénieurs, techniciens principaux et techniciens.

- Les critères d'attribution :Par grade, le **crédit global** sera le résultat de l'opération suivante :

Taux moyen du grade x nombre de bénéficiaires potentiels (postes pourvus).

Le **taux moyen du grade** sera quant à lui égal à un taux de base multiplié par un coefficient du grade et par un coefficient géographique. Ce coefficient n'a normalement pas à être appliqué à la fonction publique territoriale (le taux de 1 est donc à retenir).

Les taux de base (au 11/04/2011):

- pour les ingénieurs en chef de classe exceptionnelle, le taux de base est de 357,22€ (Arrêté du 31/03/2011);
- pour les autres grades, il est de 361,90€ (Arrêté du 31/03/2011).

### **Les Modalités individuelles d'attribution et répartition de l'ISS**

Une fois les crédits globaux déterminés pour chaque grade concerné, l'autorité territoriale, en fonction des services rendus par les agents, répartira individuellement l'ISS.

Pour cela, il appliquera au taux moyen défini pour chaque grade un coefficient de modulation individuelle.

**Les coefficients par grade et coefficients maximum. de modulation individuelle s'établissent comme suit à compter du 28 novembre 2014 :**

Grade	Coefficient par grade	Coefficients maxi. de modulation individuelle
Ingénieur principal à compter du 6ème échelon ayant au moins 5 ans d'ancienneté dans le grade	51	1,225
Ingénieur principal à compter du 6ème échelon n'ayant pas 5 ans d'ancienneté dans le grade	43	1,225
Ingénieur principal du 1er au 5ème échelon	43	1,225
Ingénieur à compter du 7ème échelon	33	1,15
Ingénieur du 1er au 6ème échelon	28	1,15
Technicien Principal de 1ère classe	18	1,1
Technicien Principal de 2ème classe	16	1,1
Technicien	12 ( <i>au lieu de 10</i> )	1,1

L'attribution individuelle se basera sur :

- la manière de servir résultant de l'évaluation effectuée lors d'évaluation annuelle et du comportement,
- les fonctions exercées par l'agent appréciées par rapport aux responsabilités ou au niveau d'encadrement.

- Les modalités de versements : Le versement est mensuel
- La date d'effet : 1er janvier 2016

***Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, verse l'IFTS aux agents de Mayenne Communauté dans le cadre de l'enveloppe budgétaire votée.***

### **11/ L'indemnité pour travaux dangereux, insalubres, incommodes ou salissants**

Références : Décret n° 67-624 du 23 juillet 1967 modifié

- Les bénéficiaires : Des indemnités peuvent être allouées aux agents chargés d'effectuer des travaux pour l'exécution desquels des risques ou des inconvénients subsistent malgré les précautions prises et les mesures de protection adoptées.

Les critères d'attribution : Les travaux sont classés dans les trois catégories ci-après, en fonction de la nature des risques encourus :

1ère catégorie: Travaux présentant des risques d'accidents corporels ou de lésions organiques.

2ème catégorie: Travaux présentant des risques d'intoxication ou de contamination.

3ème catégorie: Travaux incommodes ou salissants.

Cette indemnité est liée aux fonctions et à des sujétions particulières. Elle peut donc être allouée aux agents titulaires, stagiaires et non titulaires.

- Les modalités de versements : Le paiement s'effectue mensuellement par demi journée de travail effectif au vu des formulaires de demande établis par les agents et visés du responsable.

Elles ne sont pas cumulables avec les indemnités de risques et de sujétions spéciales.

- La date d'effet = 1er janvier 2016

***Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, verse ces indemnités aux agents de Mayenne Communauté dans le cadre de l'enveloppe budgétaire votée.***

## **12/ La prime de service**

Références : Décret 98-1057 du 16 novembre 1998

- Les bénéficiaires :

	PS taux moyen annuel 17 % traitement agents
Auxiliaire de puériculture	7,5 % des traitements bruts annuels des personnels en fonction

- Les critères d'attribution : L'agent doit exercer les fonctions dévolues au cadre d'emploi concerné.
- Les modalités de versements : Le versement est mensuel.
- La date d'effet: 1er janvier 2016

***Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, verse la prime de service aux agents de Mayenne Communauté dans le cadre de l'enveloppe budgétaire votée.***

## **13/ La prime spéciale de sujétion des auxiliaires de puériculture ou de soins**

Références : Décret 98-1057 du 16 novembre 1998

- Les bénéficiaires :

	PS taux moyen annuel 17 % traitement agents
Auxiliaire de puériculture	7,5 % des traitements bruts annuels des personnels en fonction

- Les critères d'attribution : Cette prime est calculée sur la base d'un taux égal à 10 % du traitement brut de l'agent
- Les modalités de versements : Le versement est mensuel.
- La date d'effet : 1<sup>er</sup> janvier 2016

***Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, verse la prime spéciale de sujétion aux agents de Mayenne Communauté dans le cadre de l'enveloppe budgétaire votée.***

## **14/ L'indemnité d'astreinte de décision**

Références : décret n° 2005-542 du 19 mai 2005

Considérant l'organisation mutualisée des services,

Considérant la convention de remboursement de mise à disposition du personnel entre la ville de Mayenne et Mayenne Communauté en date 17/12/2015.

Il vous est proposé d'attribuer des indemnités d'astreinte de décision au titre de la Ville de Mayenne aux membres de la Direction agent de Mayenne Communauté.

Ces indemnités sont versées mensuellement en fonction des astreintes réalisées. Le remboursement de la Ville de Mayenne s'effectue selon les dispositions de remboursement prévues dans la convention de mise à disposition de service.

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, verse l'indemnité d'astreinte de direction.**

## **15 / Prime de technicité forfaitaire des personnels des bibliothèques**

Le 14 janvier 2016 Mayenne communauté a adopté le régime indemnitaire s'appliquant aux agents de l'établissement. Suite à un oubli, il convient d'ajouter cette indemnité dans les mêmes conditions que celles du régime indemnitaire voté précédemment.

RÉFÉRENCES : Décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 (JO du 7 septembre 1991) ; décret n° 93-526 du 26 mars 1993 (JO du 28 mars 1993) ; arrêté ministériel du 30 avril 2012 (JO du 3 mai 2012).

BÉNÉFICIAIRES : Bibliothécaires territoriaux et Attachés territoriaux de conservation du patrimoine

Le montant annuel au 4.05.2012 pour les bibliothécaires est de 1 443,84 €, les attachés de conservation 1 443,84 €.

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide l'ensemble du dispositif indemnitaire décrit ci-avant et notamment la prime de technicité forfaitaire des personnels des bibliothèques.**

**45 - Dématérialisation et Télétransmission des actes administratifs et budgétaire, soumis au contrôle de légalité - Convention entre l'Etat et Mayenne Communauté**

*Reçu à la Sous-Préfecture le 8 mars 2016*

### **M. SOUTIF expose :**

La loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, et notamment son article 139, et le décret n°2005-324 du 7 avril 2005 pris pour son application, autorisent la transmission par voie électronique des actes des collectivités qui sont soumis à l'obligation de transmission au représentant de l'Etat au titre du contrôle de légalité.

Dans ce cadre, le ministère de l'intérieur a conçu et conduit le programme ACTES (Aide au contrôle de légalité dématérialisé). Ce protocole permet d'envoyer à la préfecture, par voie électronique et sécurisée et de manière presque instantanée, les actes administratifs accompagnés de leurs pièces annexes.

- Délibération du Conseil Communautaire
- Arrêtés du Président
- Documents budgétaires

Ce processus de dématérialisation présente un réel intérêt pour notre collectivité en lui permettant notamment d'améliorer son efficacité. Outre l'aspect « développement durable » de cette démarche, la dématérialisation des actes de la Communauté réduit les délais de procédure, les risques juridiques de recours, les erreurs ainsi que les coûts d'affranchissement et d'impression.

La mise en œuvre de ce service d'administration électronique nécessite l'intervention d'un tiers de télétransmission, c'est à ce jour l'Adullact et son application Slow<sup>2</sup> qui a été retenu en partenariat avec le CDG53.

Dès la signature de cette convention, notre collectivité pourra transmettre par voie dématérialisée les actes administratifs validés dans la nomenclature.

**Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise M. le Président de Mayenne Communauté à signer avec les services de la Sous-Préfecture la convention de télétransmission qui vous est soumise.**

\*\*\*\*\*

**M. MOLL :** « L'ancien Maire d'Averton, qui est chargé de l'aide au Mali, remercie les élus pour avoir donné des containers. Ils seront envoyés. Je vous rassure, je ne pense pas qu'ils vont mettre en place la redevance incitative au Mali »

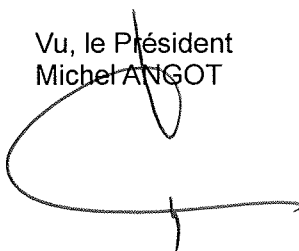
**M. le Président** : « Connaissant nos amis Africains, ils vont avoir une utilisation parfaite de ces containers. »

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21 h 40

Vu, le Secrétaire,  
David POIRRIER

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'D' followed by a horizontal line extending to the right.

Vu, le Président  
Michel ANGOT

A handwritten signature in black ink, featuring a large, stylized 'M' followed by a horizontal line extending to the right.